



Distr.: LIMITÉE
ECA-WA/ADHOC/2013/03
Texte original: Français

RÉUNION AD HOC DE GROUPE D'EXPERTS

*Renforcement des capacités des États de l'Afrique de l'Ouest
en matière d'économie verte en vue d'atténuer les effets du
changement climatique*

ÉCONOMIE VERTE EN AFRIQUE DE L'OUEST

ÉTUDE

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES PAYS OUEST-AFRICAINS EN ÉCONOMIE VERTE POUR L'ATTÉNUATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

MARS 2013
ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE



Sommaire

INTRODUCTION.....	4
Chapitre 1 : Analyse du potentiel et des défis de l'économie verte en Afrique particulièrement en Afrique de l'Ouest.....	7
1.1 L'importance de l'économie verte basée sur des secteurs spécifiques (source de croissance économique, de revenu et de création d'emploi, base de sécurité alimentaire, etc.).....	7
1.1.1 Le secteur de l'agriculture.....	7
1.1.2 Le secteur de l'énergie.....	8
1.1.3 Le secteur de l'industrie.....	9
1.2 Analyse du potentiel de développement de l'économie verte.....	9
1.2.1 Le secteur de l'agriculture.....	10
1.2.2 Le secteur de l'industrie.....	13
1.3 Analyse des défis majeurs (création d'emploi, dégradation des ressources naturelles, adaptation aux changements climatiques, gouvernance).....	17
Chapitre 2 : Evaluation des impacts de la transition vers l'économie verte en Afrique de l'Ouest	19
2.1 Les impacts sur la pauvreté et sur l'emploi.....	19
2.1.1 Impacts de l'économie verte sur la pauvreté.....	19
2.1.2 Impacts de l'économie verte sur l'emploi.....	21
2.2 Les impacts ou effets sectoriels de la promotion de l'économie verte.....	24
2.2.1 Impacts sur le secteur de l'agriculture.....	24
2.2.2 Impacts sur le secteur de l'industrie.....	26
Chapitre 3 : Analyse des barrières institutionnelles et financières d'une économie verte	28
3.1 Analyse des barrières politiques et institutionnelles.....	28
3.1.1 Barrières politiques.....	28
3.1.2 Barrières institutionnelles.....	29
3.2 Analyse des barrières financières.....	31
3.3 Analyse des barrières liées à l'adaptation et à l'atténuation des CC.....	34
3.3.1 Analyse des barrières liées à l'adaptation aux CC.....	34
3.3.2 Analyse des barrières liées à l'atténuation aux CC.....	36
Chapitre 4: Promouvoir l'économie verte face aux défis de l'adaptation et de l'atténuation des changements climatiques.....	38
4.1 Vulnérabilité du secteur de l'agriculture	38
4.1.1 La vulnérabilité du secteur agricole.....	38
4.2 Vulnérabilité du secteur industriel.....	41
4.3.1 Synergie entre l'adaptation, l'atténuation et l'économie verte en Afrique de l'Ouest	41

4.3.2	Opportunités de croissance à faible émission de carbone	42
Chapitre 5 : Des initiatives et stratégies de promotion de l'économie verte en Afrique de l'Ouest.....		44
5.1	Des initiatives de promotion de l'économie verte en Afrique de l'Ouest	44
5.2	Stratégies sous régionales et nationales de renforcement de capacité en économie verte pour l'atténuation	46
5.2.1	Stratégies sous régionales de la CEDEAO, UEMOA, bilatérale (politiques, formation, financement, gouvernance etc.).....	46
5.2.2	Les stratégies nationales : Etat, acteurs privés, (politiques, formation, financement, gouvernance, sensibilisation etc.).....	48
Conclusions et recommandations		51
Références		53

INTRODUCTION

1. L'économie verte, un concept à controverse dans ses définitions, est considérée comme un outil de promotion du développement durable et reste au cœur des débats nationaux et internationaux en matière de lutte contre les changements climatiques et de création d'emplois massifs respectueux de l'environnement. Le concept de croissance verte suscite de plus en plus d'intérêt auprès des décideurs politiques et des praticiens du développement pour faire face aux affres du modèle de l'économie mondiale. La rencontre de RIO+20 en juin 2012 fut pour la communauté internationale, l'occasion de susciter un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable et de traiter les nouveaux défis émergents du développement. Cette rencontre a mis l'accent sur deux thèmes spécifiques : *l'économie verte dans le contexte de l'éradication de la pauvreté et du développement durable, et le cadre institutionnel du développement durable*.

2. Le modèle de développement dominant auquel le monde est confronté présente de multiples crises simultanées, d'épuisement des ressources naturelles et de dysfonctionnements de marché qui ont marqué les premières décennies du nouveau millénaire. Il s'avère inefficace face à l'emploi productif et le travail décent. Ce type d'économie traditionnelle sous l'égide de l'« économie brune » exacerbe les changements climatiques et l'épuisement des ressources naturelles, et les crises diverses de biodiversité, d'énergie, de sécurité alimentaire, de système financier tout récemment en 2008. Les effets sont une augmentation exponentielle des émissions de gaz à effet de serre, la migration des populations, les disparités sociales qui s'accroissent, le sous-emploi, etc. qui constituent les défis majeurs du développement auxquels l'humanité fait face.

3. Parallèlement, les investissements ont du mal à être orientés vers des secteurs créateurs d'emplois massifs et respectueux de l'environnement. Le modèle économique actuel n'a pas permis de créer suffisamment d'emplois décents et a engendré l'inefficacité du système financier dont les coûts restent très élevés chez et auprès des entreprises et des travailleurs dans l'économie réelle. Ses dérives ont été favorisées par une mauvaise allocation des ressources financières. Selon le PNUE, au cours des dernières décennies, des volumes importants de capitaux ont été investis dans l'immobilier, les combustibles fossiles et les actifs financiers incorporant des produits dérivés, mais relativement faible dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les transports publics, l'agriculture durable, la protection des écosystèmes et de la biodiversité et la prévention des sols et de l'eau. Par contre, la plupart des stratégies de développement et de croissance économique ont favorisé l'accumulation rapide du capital physique, financier et humain au prix d'un épuisement et d'une dégradation excessifs des ressources naturelles et en particulier de l'agriculture de subsistance dont dépendent de près de 1,3 milliards de personnes¹.

4. Les conséquences de la crise planétaire du développement affectent sévèrement les économies mondiales particulièrement celles fragiles des pays en voie de développement notamment ceux de l'Afrique et en particulier dans sa région subsaharienne. Dans cette sous région de l'Afrique où le capital naturel qui est la base de sécurité alimentaire et de la création

¹ 2011, PNUE : « Vers une économie verte : pour un développement durable et une éradication de la pauvreté- Synthèse à l'intention des décideurs ». www.unep.org/greeneconomy

de richesse subit une forte dégradation au moment où les pays africains doivent répondre à la demande croissante d'énergie, d'eau, de nourriture, et de santé ainsi qu'à l'impératif de réduire la pauvreté et de stimuler l'activité économique pour créer des emplois et de rehausser les niveaux de revenus.

5. Cependant, l'Afrique a connu une croissance économique rapide au cours de la dernière décennie avec des taux de croissance annuels des pays en moyenne de 5 à 6% et qui dépasse régulièrement celle des autres régions. Des leviers importants de la croissance sont dus à la forte demande et aux prix des matières premières. Dans le même temps, les réformes macro-économiques associées à une plus grande stabilité politique et une urbanisation croissante, ont entraîné un renforcement du secteur des services, et l'émergence d'une classe moyenne et d'un esprit d'entreprise panafricaine.

6. Malgré ces taux de croissance remarquables, les inégalités du progrès sont grandissantes d'une région à une autre, d'un pays à un autre et au sein d'un même pays entre milieu rural et urbain. La pauvreté, le chômage et la sécurité alimentaire sont des problèmes persistants. Le manque d'accès universel à l'énergie, à la santé, l'éducation et les infrastructures continuent à renforcer la précarité sociale. La faiblesse de l'économie se matérialise par les petites entreprises souvent informelles à faible capacité d'investissement avec des compétences limitées et des technologies très peu efficaces expliquant leur manque de compétitivité sur le marché mondial.

7. L'urgence pour l'Afrique est de garantir à sa population en âge de travailler estimée à environ un demi-milliard en 2020 (BAD), une forte croissance et socialement inclusive qui crée des opportunités économiques pour tous dans des secteurs à forte intensité de main d'œuvre. Du fait que les économies africaines sont profondément dépendantes du capital naturel, une croissance économique verte devrait permettre une exploitation plus judicieuse des ressources naturelles à travers des investissements plus productifs et plus efficaces.

8. Une transition vers une économie plus durable et plus respectueuse de l'environnement s'avère nécessaire pour réduire la pauvreté et permettre le développement des moyens de subsistance de millions de personnes, les jeunes et les femmes, qui dépendent essentiellement des ressources naturelles telles que les terres fertiles, les forêts, la pêche et d'autres types de capitaux naturels. L'adoption de modes de production et de consommation plus durable devrait conduire les économies africaines vers une voie de compétitivité, de création de richesse, d'emploi, d'éradication de la pauvreté.

9. L'économie verte se propose de rompre avec le modèle de développement actuel peu efface et d'aller vers un modèle de développement plus durable qui se caractérise par un faible taux d'émission de carbone, l'utilisation rationnelles des ressources et l'inclusion sociale. La croissance verte vise à lutter contre les changements climatiques tout en faisant des technologies et des industries vertes nécessaires à ce combat le moteur de la croissance économique nationale.

10. Le PNUE définit l'économie verte « une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources ». De manière opérationnelle, dans ce type d'économie, la croissance des revenus et de l'emploi doit provenir des investissements publics et privés sobres en carbone, peu polluants, efficaces dans l'usage des ressources y compris énergétiques et susceptibles de préserver la biodiversité et les services environnementaux.

11.

Encadré 1 : Notion d'économie et économie verte

Pour comprendre **l'économie verte**, il faut partir du concept d'économie. L'économie renvoie de façon générale aux activités de production, de transformation, de distribution et de répartition des richesses. L'économie verte renvoie donc d'une part à toutes activités de production de transformation et de distribution de biens et services qui ne remettent pas en question la durabilité de l'environnement et d'autre part au processus de répartition des richesses produites qui assure une réduction des inégalités sociales. Elle repose sur trois piliers : production, transformation et distribution de biens, inclusion sociale et protection de l'environnement. En plus de ces trois piliers, l'économie verte comporte une dimension éminente liée au concept d'innovation. Ainsi l'économie verte s'accompagne d'innovations économiques dans les activités de production, de transformation, de distribution, mais aussi d'innovations sociales dans les activités de répartition et d'innovations environnementales. Le concept d'innovation marque la nouveauté qui caractérise l'économie verte. Et l'innovation sonne comme un paradigme qui inaugure une nouvelle ère où le génie créateur humain est interpellé pour relever les défis auxquels fait face l'humanité du point de vue économique, sociale et environnementale.

11. Dans le contexte ouest africain, des secteurs jugés prioritaires pouvant entraîner une transformation substantielle des modes de production vers une économie verte sont : **l'agriculture, le bâtiment, l'énergie, la pêche, la foresterie, l'industrie, le tourisme, le transport, les villes, les déchets et de l'eau.**

12. **L'objectif de cette étude est de faire, conformément aux termes de références, une analyse** du potentiel d'économie verte en Afrique de l'Ouest, tout en mettant l'accent sur les défis et les opportunités de promotion d'une croissance verte dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie pour l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques.

13. L'étude se propose également de faire un examen critique :

- des défis de la gouvernance de l'économie verte aux niveaux national et régional , liés au manque de compétences, des finances publiques et d'investissements privés dans des secteurs porteurs de croissance verte ;
- des contraintes de mise en œuvre des politiques et stratégies nationales et régionales en matière d'économie verte et la faiblesse des partenariats financiers qui accentue la crise économique des pays sous développés. L'étude permettra aussi de voir l'état de préparation des pays africains, dans le processus de la transition vers une économie verte et ses implications socio-économiques.

Chapitre 1 : Analyse du potentiel et des défis de l'économie verte en Afrique particulièrement en Afrique de l'Ouest

14. L'économie verte est un nouveau paradigme qui s'avère nécessaire pour la mise en œuvre du développement durable qui reste toujours un projet de développement humain vital. Sa mise en œuvre devrait nécessairement prendre en compte les atouts propres et les avantages comparatifs des régions. Le contexte ouest africain montre que les secteurs basés sur **les ressources naturelles tels que l'agriculture, la foresterie, le secteur minier, les ressources halieutiques, l'énergie renouvelable, la maîtrise de l'eau et les autres secteurs du transport et des déchets** constituent les plus importantes niches de création d'emplois et de croissance verte. Les secteurs de l'agriculture, de la foresterie, des mines et des ressources halieutiques génèrent 80% (UNECA, 2012) des emplois en Afrique. Les secteurs de l'industrie et de la manufacture, bien que pourvoyeurs potentiels de l'économie verte, sont encore embryonnaires et peu diversifiés pour produire une grande variété de produits intermédiaires et finis. Au sein de la CEDEAO, l'industrie manufacturière est dominée par l'agro industrie et ne représente que 7,36% du PIB en 2006².

1.1 L'importance de l'économie verte basée sur des secteurs spécifiques (source de croissance économique, de revenu et de création d'emploi, base de sécurité alimentaire, etc.)

15. La majorité des économies africaines dépendent principalement de leur patrimoine en ressources naturelles, qui, à leur tour, sont fortement vulnérables aux aléas climatiques. Malgré l'importance du secteur des services, les activités motrices de l'économie de l'espace CEDEAO sont, d'une part, celles du secteur primaire qui absorbent plus de 2/3 de la main d'œuvre et sont constituées des sous secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et de la foresterie et, d'autre part, celles du secteur industriel avec l'importance des PME et PMI dans les domaines des minerais, de la manufacture et de l'agro-industrie.

1.1.1 Le secteur de l'agriculture

16. L'agriculture est le plus grand employeur en Afrique de l'Ouest avec plus de 70% de la population active. Le secteur contribue pour 33% de PIB en 2009 (BAD, 2011) et emploie un grand nombre d'ouvriers agricoles, faiblement rémunérés, et d'agriculteurs vivriers (essentiellement des femmes). Les recettes tirées des terres cultivables occupent une grande part de l'ensemble des richesses de la sous région. Les produits de l'agriculture sont essentiellement destinés à l'autoconsommation et à la commercialisation dans les marchés domestiques. Cependant, le secteur est marginalement connecté au marché international à travers un certain nombre de cultures (café, coton, cacao, arachide, etc.). Sur le plan de la sécurité alimentaire, l'agriculture occupe une place primordiale dans l'apport de moyens de subsistance des ménages, compte tenu de son importance dans l'autoconsommation et de son

² Comptes Nationaux de la CEDEAO - 1995 à 2006 - Tableau 9.1, Page 39

rôle de premier rang qu'elle joue dans les marchés de proximité des produits vivriers pour satisfaire la demande locale et urbaine. Au sein de la CEDEAO, environ 80% des besoins alimentaires des populations sont satisfaits par des productions agricoles régionales. Sur la période 2002-2004, la valeur des exportations agro-alimentaires s'élevait à 5,96 milliards de \$, dégagait ainsi un solde positif de la balance commerciale agro-alimentaire de 522 millions de \$. Bien que la région importe des quantités significatives de produits alimentaires (pour une valeur de 5,44 milliards de \$ en 2002-2004), la région reste assez peu dépendante des importations pour couvrir ses besoins alimentaires³.

17. Le sous secteur de l'élevage joue un rôle important dans l'économie de la sous région ouest africaine avec une contribution à hauteur 44% du PIB agricole. En 2009, le cheptel de la CEDEAO est estimé à plus de 60 millions de bovins, 160 millions de petits ruminants et 400 millions de volailles. Le secteur produit annuellement 20,35 millions de tonnes de viande et 2,05 millions de tonnes de lait. Ainsi, la production animale contribue directement à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest⁴.

18. Le secteur de la foresterie occupe une place primordiale dans les économies locales de la sous région avec une contribution capitale dans les moyens de subsistance, la fourniture des ressources sauvages et les services environnementaux. Le patrimoine forestier africain représente 23% de la superficie terrestre totale du continent et près de 17% des forêts mondiales. Le secteur contribue à hauteur de 6% du PIB africain. En 2005, selon la FAO les activités forestières ont générés des emplois estimés à 571 000 personnes en Afrique (FAO, 2010). Au-delà de leur fonction de production de biens et de services écosystémiques, les forêts jouent un rôle fondamental dans le développement de l'éco-tourisme. Or, le secteur du tourisme contribue directement et indirectement à 8,3% au PIB et à 5,9%⁵ à la création d'emplois en Afrique.

19. Le secteur de la pêche est capital dans la création de la valeur ajoutée et demeure parmi les secteurs à haute intensité de main d'œuvre en Afrique, particulièrement dans les régions côtières d'Afrique de l'Ouest. La pêche concerne 10 millions d'africains dont le revenu est essentiellement tiré du secteur. En 2006, l'industrie de la pêche employait environ 7 millions de personnes et contribuait à 15-17% du PIB ouest africain. Il représente une source principale de nourriture quotidienne, notamment en apport de protéine animale, à des milliers de ménages africains.

20. Malgré l'importance du secteur de l'agriculture, on rencontre des cas de malnutrition très sévère dans certaines localités de la sous région. Le secteur est victime des aléas des changements climatiques, d'attaques parasitaires et de dégradation des sols, ce qui explique les défis du secteur de garantir la sécurité alimentaire et d'arriver à la souveraineté alimentaire aux niveaux nationaux et régionaux.

1.1.2 Le secteur de l'énergie

³ FARM : les Potentialités Agricoles de l'Afrique de l'Ouest, CEDEAO, 2008

⁴ CEDEAO 2009 ; Note adoptée d'orientation pour le développement de l'élevage dans l'espace CEDEAO & OCDE 2013

⁵ UNECA 2012.

21. Le sous-secteur énergie fossile (pétrole, gaz, électricité) demeure encore très important avec une contribution de plus de 20% à la formation du PIB régional en raison de la production pétrolière du Nigeria qui représente à elle seule 19,9% du PIB de l'Afrique de l'Ouest. La contribution au PIB des énergies nouvelles et renouvelable est quasiment inexistante.

22. Néanmoins le secteur des énergies renouvelables présente un grand potentiel sous exploité capable de relancer le développement économique de l'Afrique de l'ouest. L'accès aux énergies renouvelables et à la prise en compte de l'efficacité énergétique peut en effet renforcer la rentabilité des activités productives de tous les secteurs économiques. Pour les ménages, cela permettra de réduire significativement la facture d'énergie et contribuer ainsi à relever leur niveau de vie. Les énergies renouvelables recèlent également d'importantes opportunités en matière de création d'emplois, de création de valeur ajoutée et d'amélioration de recettes nationales à l'exportation.

23. L'accès aux services énergétiques, notamment modernes, constitue un véritable vecteur de croissance économique et de développement social. Il contribue à améliorer les services fondamentaux de base que sont la santé, l'éducation et l'approvisionnement en eau. Les services d'énergies modernes de cuisson facilitent grandement la vie quotidienne des femmes qui passent péniblement beaucoup de temps dans le ramassage du bois énergie et en cuisinant avec des foyers traditionnels très polluants.

24. L'accès aux énergies renouvelables et aux services énergétiques modernes joue un rôle primordial dans la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques ainsi que pour faire face aux défis de l'adaptation. Des options politiques efficaces de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique peuvent être de véritables créneaux pour impulser la transition vers une économie verte.

1.1.3 Le secteur de l'industrie

25. Le secteur de l'industrie ouest africain (industrie manufacturière, mines, énergie et BTP) qui n'emploie que 2 à 10% de la population active selon les pays, a fortement contribué à la réalisation du PIB en 2009 pour 36%. En 2006, les productions industrielles des pays de l'Afrique de l'ouest placent le Nigéria en tête avec 40,7% du PIB et à l'autre extrémité la Gambie et la Sierra Leone avec respectivement 8,9% et 8,6%⁶ du PIB. Cette faible contribution à la formation du PIB reflète la faible valeur ajoutée confirmée par la contribution de seulement 7,4% de l'industrie manufacturière au PIB de la région ; ce qui démontre que les ressources naturelles de la région, notamment les productions agricoles, sont peu valorisées.

1.2 Analyse du potentiel de développement de l'économie verte

26. Comme annoncé plus haut, les secteurs moteurs d'une croissance verte en Afrique de l'ouest sont : **l'agriculture, le bâtiment, l'énergie, la pêche, la foresterie, l'industrie, le tourisme, le transport, les villes, les déchets et de l'eau. Par ailleurs, compte tenu du rythme galopant de l'urbanisation dans la sous région, les secteurs des villes durables, de la gestion des déchets, de l'éco-construction durable présente d'importantes**

⁶ CEDEAO : Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest, 2010

possibilités de développement sobre en carbone. Cette partie aborde le potentiel de développement de l'économie verte des secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de l'énergie.

27. Les ressources naturelles y compris les ressources minières et énergétiques sont des biens économiques particuliers car elles ne sont pas produites. En conséquence, les ressources naturelles génèrent des profits économiques et des rentes si elles sont convenablement exploitées. Ces rentes peuvent être une importante source du développement. Des pays comme le Botswana et la Malaisie ont connu des succès économiques grâce à l'exploitation des ressources naturelles respectivement dans les mines de diamant et les matières premières (d'huile de palme, de cacao et de caoutchouc et de gaz, cuivre, bauxite etc.). L'économie de la Côte d'Ivoire est dominée par l'exportation des produits agricoles des rentes avec le cacao et le café qui place le pays parmi les premiers rangs sur le plan mondial.

1.2.1 Le secteur de l'agriculture

28. En Afrique de l'Ouest, le potentiel de terres agricoles reste encore très important. Selon la FAO, la région dispose d'environ 236 millions d'hectares de terres cultivables, soit environ 0,9 ha par habitant en 2005 et 1,5 ha par habitant en zone rurale. Environ 55 millions d'hectares sont mis en valeur chaque année, cela ne représente que 24% du potentiel. Le secteur regorge également des potentialités pour le développement de l'élevage avec quelque 119 millions d'ha de pâturage. La répartition spatiale de cette disponibilité laisse entrevoir d'importantes potentialités dans les franges forestières, notamment dans trois pays : le Nigeria, la Côte-d'Ivoire et le Ghana qui, bien que diversement dotés, n'abritent pas moins de 37 % des terres encore inexploitées de la région. Ce sont aussi les trois pays les plus peuplés de la région, avec plus de 64 %⁷ de la population totale.

29. La valorisation plus efficace du potentiel du secteur de l'agriculture permettant d'aller vers une dynamique d'économie verte passe nécessairement par des investissements massifs dans les compétences humaines, les infrastructures rurales, l'organisation et la professionnalisation du secteur pour permettre aux petits exploitants d'adopter des pratiques agricoles plus productives et plus respectueuses de l'environnement.

30. Déjà dans le cadre du programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), les gouvernements africains se sont engagés à porter à 10% la part de leur budget national consacrée à l'agriculture pour atteindre un taux de croissance agricole de 6% par an (OCDE & CEA, 2012).

31. Concernant le secteur de la foresterie le développement de l'économie verte doit viser l'optimalisation des bénéfices écosystémiques issus de cette forêt et la minimalisation et la compensation des pertes écosystémiques produites par cette même forêt (IOF).

32. Le secteur de l'agriculture présente d'importantes niches de création de croissance verte :

- **L'agriculture durable** permettant de développer la production, la valorisation des produits agricoles et la commercialisation. Elle est organisée autour des activités liées aux systèmes suivants : fumure organique, utilisation de plantes comme des engrais verts, semences sélectionnées selon les caractéristiques des différentes régions agro-écologiques, jachère, jachère améliorée, rotation de

⁷ FARM : les Potentialités Agricoles de l'Afrique de l'Ouest, CEDEAO, 2008

cultures, diversification de cultures, intégration de l'élevage et de la foresterie avec l'agriculture, gestion économe de l'eau, cordons pierreux, cultures en courbes de niveaux, recyclage des restes de culture - tout cela allant généralement dans le sens de l'intensification des systèmes. Sur le plan mondial, l'agriculture durable pourrait augmenter l'emploi de 4% pendant la prochaine décennie. (PNUE, 2011)

Encadré : Concept d'agriculture biologique

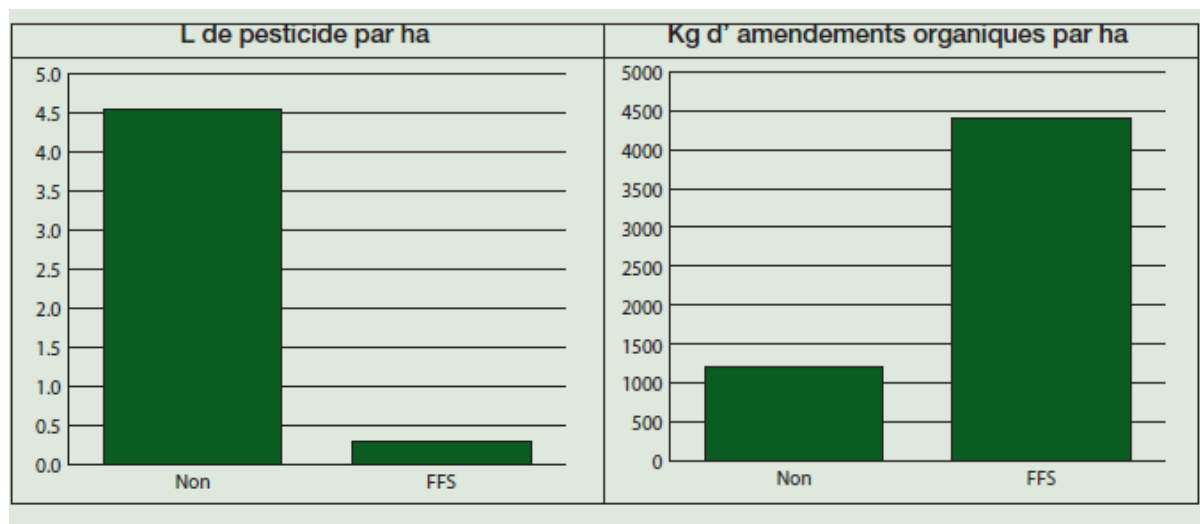
L'agriculture biologique est un système agricole qui met l'accent sur une gestion rationnelle des ressources naturelles (utilisation, conservation, renouvellement des sols, des eaux, des forêts, de la biomasse, des ressources halieutiques et animales). Elle cherche à collaborer avec la nature, au lieu d'essayer de la dominer. Pour atteindre ses objectifs, l'agriculture biologique suit un certain nombre de techniques et de pratiques qui tendent vers un environnement sain et qui respectent les équilibres écologiques naturels. Le maintien d'une bonne qualité du sol, la constitution d'une fertilité équilibrée, la promotion de la biodiversité et d'un écosystème sain constituent les bases de la production maraîchère, agricole, fruitière, floricole, médicinale et agro-forestière. Les segments porteurs sont les fruits et les légumes frais. A côté de ceux ci, les agriculteurs pourront développer des aliments bios destinés aussi bien à l'alimentation humaine qu'animale. La recherche de nouvelles sources de protéines pour l'élevage avicole biologique et même conventionnelle, ouvre une opportunité aux PFNL (produits forestiers non ligneux) animaux (ex : la paille en protéines). Longtemps réservés à certaines catégories des consommateurs (végétariens et écologistes), les produits biologiques s'ouvrent au grand public. Aussi, pénètrent-ils progressivement dans la Grande Distribution. Le développement de ce marché tient à trois raisons : le souci de santé, la garantie des produits sains et les préoccupations écologiques ou environnementales notamment chez les jeunes (les consommateurs de demain). Cette percée des produits bio, augure de bonnes perspectives commerciales pour tout investissement dans l'agriculture.). Bien qu'alléchant, le marché "bio" à une contrainte incontournable : la certification⁸ alors que le pays présente des conditions agro écologiques et économiques compatibles avec l'agriculture bio.

- Développement d'activités de transformation agro alimentaire sur des produits à forte valeur ajoutée. L'accompagnement dans la création d'entreprises agricoles et d'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans le secteur de l'agriculture, notamment en milieu rural permettrait de mieux fixer la main d'œuvre locale.
- Promotion des techniques agricoles propres par le développement des pratiques durables utilisant moins de pesticides dans les entreprises agricoles, des exploitations familiales productives et l'adaptation réussie aux changements.

⁸ Elle représente l'ensemble des procédures qui permettent de garantir la conformité d'un produit à un référentiel technique.

Les pratiques agricoles actuelles consomment plus de 70 % des ressources en eau douce de la planète³⁰ et sont responsables de plus de 13 % des émissions de gaz à effet de serre. On peut également leur imputer de 3 à 5 millions de cas d'empoisonnement aux pesticides et plus de 40 000 décès par an⁹

Agriculture à faible intrant au Mali et au Sénégal¹⁰



Des programmes appuyés par la FAO sur la gestion intégrée de la production et la gestion des pesticides dans le Sahel ouest-africain montrent que les agriculteurs ont réussi à diminuer l'utilisation de pesticides toxiques, à augmenter les récoltes et les revenus et à diversifier les systèmes de cultures. Des données du Sénégal et du Mali révèlent chez les agriculteurs, un à deux ans après leur formation, une réduction de 90 % dans l'utilisation de pesticides chimiques. La valeur nette des récoltes de 80 agriculteurs de légumes au Sénégal a augmenté de 61 % en deux ans, alors qu'une réduction de 92 % par l'utilisation de pesticides conventionnels a abouti à de fortes économies de coûts ainsi qu'à l'augmentation des revenus. Au Mali, une enquête menée dans 65 villages de cultivateurs de coton a montré une hausse de 400 % avec l'utilisation de matières organiques comme le compost et le fumier, des substances qui peuvent inverser le déclin de la fertilité des sols.

Source : FAO, 2009.

Utilisation moindre des pesticides et utilisation accrue d'engrais organiques dans la production de coton au Mali¹¹

Note: Une enquête de terrain après la formation (FFS) auprès des producteurs de coton dans 65 villages où la formation des agriculteurs a eu lieu en 2007 et 2008. La différence de pesticides en utilisation est en moyenne de 4,5 L / ha comparée au 0,25 L / ha ou à 94 % de moins pour les agriculteurs formés (FFS). La différence dans l'utilisation des amendements du sol se situe entre 1,2 t / ha contre 4,3 t / ha soit près de quatre fois plus que l'utilisation du compost par les agriculteurs FFS.

⁹ Vers une économie verte, Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté, PNUE 2011

¹⁰ PNUE, CEA 2012: L'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté: Quelles sont les implications pour l'Afrique?

¹¹ PNUE, CEA 2012: **L'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté: Quelles sont les implications pour l'Afrique?**

- Dans le sous secteur de la foresterie, il s'agira de garantir une sécurisation du droit foncier en accompagnant cela par des politiques d'intensification agricole dans les terres déjà défrichées et dans des systèmes agro-forestiers ou de sylvo-pâturage.
- Valorisation des produits forestiers non ligneux et leur distribution dans les marchés locaux et internationaux. L'aménagement participatif des forêts et la diffusion des méthodes de cuisson modernes qui consomment moins de bois énergie en vue de remédier à la surexploitation des forêts.
- Régénération des écosystèmes forestiers en privilégiant les options sobres en carbone pour s'inscrire dans la dynamique volontariste des NAMAS. La conservation et le reboisement pourraient amplifier l'emploi formel de 20% dans le secteur de la foresterie d'ici 2020 (PNUE, 2011).

33. Le secteur de l'agriculture présente aussi un potentiel d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Des options d'adaptation et d'atténuation claires peuvent mobiliser plusieurs types de financement (financement national, APD, Privé, REDD+, fonds d'adaptation, NAMAS, MDP, etc.).

1.2.2 Le secteur de l'industrie

34. Le potentiel de marché de l'Afrique de l'Ouest est estimé à plus de 400 millions de consommateurs en 2020 dans l'espace économique et social caractérisé par une grande diversité culturelle et économique. Les potentialités du secteur industriel des pays membres de la CEDEAO (voir annexe 1) sont caractérisées par le sous secteur de la manufacture dominé par l'industrie agro-alimentaire. Les géants de la création de valeur ajoutée manufacturière sont le Nigéria, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal. En 2006, ils ont contribué au PIB manufacturier pour 39,7%, 23,4%, 10,0% et 9,3% respectivement¹².

35. L'Afrique de l'Ouest regorge aussi des richesses minières gigantesques sous exploitées, faiblement transformées localement. La sous région abrite de grandes réserves mondiales de bauxite (Guinée, Ghana, Guinée Bissau), des gisements d'or de haute teneur (Burkina Faso, Ghana, Guinée, Libéria, Sierra Leone, Mali, etc.), d'uranium (Niger), les gisements de fer les plus riches (teneur de 65% en Guinée, au Libéria, etc.), de diamant (Guinée, Libéria, Sierra Leone, etc.), de pétrole & gaz naturel (Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, Nigeria, etc.), de phosphate (Sénégal, Togo, etc.) ainsi que des ressources considérables pour de nombreux autres minerais (charbon, calcaire, manganèse, marbre, platine, etc.).

36. Afin de permettre la transition du secteur de l'industrie vers l'économie verte il est utile de concilier le lien positif de la contrainte environnementale à la performance économique au sein des unités industrielles allant dans le sens de la hausse des revenus et une baisse des coûts. Une bonne connaissance des techniques d'aide de prise de décision basées sur l'analyse coût-bénéfice, coûts-avantages devrait inciter les entreprises à s'approprier des modes de production durables.

¹² Comptes Nationaux de la CEDEAO- 1995 à 2006- Tableau 9.1, Page 39

37. Les niches de croissance verte du secteur de l'industrie :

- L'efficacité énergétique dans l'industrie, les technologies et procédés industriels sobres en carbone. Ces actions peuvent être menées dans des industries manufacturières qui sont à l'origine de 17 % des problèmes de santé liés à la pollution atmosphérique, laquelle génère des préjudices équivalents à 1-5 % du PIB mondial (PNUE 2011) et l'industrie des minerais qui sont à l'origine des conflits, de dégradation environnementale et de pollution de l'air.
- D'importantes niches de croissances vertes liées aux efforts de contribution des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique se trouvent également dans les industries agro-alimentaires, l'industrie de la pêche, de la forêt, du bâtiment, de la forêt, du transport, des déchets, etc.
- L'implication des entreprises notamment les nombreuses PME et PMI de l'Afrique de l'Ouest dans les processus internationaux de normalisation qui peuvent affecter positivement la compétitivité des entreprises.
- Des niches se trouvent aussi dans la promotion du recyclage des déchets agro-alimentaires.

Le secteur de l'énergie

38. La consommation totale d'énergie primaire dans les pays de la CEDEAO est d'environ de 155 Mtep par an¹³. Les principales sources d'énergies sont le bois et le charbon de bois qui représentent 77% de la consommation d'énergie primaire en 2008. Les hydrocarbures principalement importé dans la plupart des pays occupent la majorité des approvisionnements devant la biomasse dans les bilans énergétiques des pays.

39. Le secteur de l'énergie présente de gigantesques potentialités de développement de l'économie verte. D'importantes niches porteuses de croissance verte peuvent être opérées à travers l'accès aux services énergétiques modernes, l'efficacité énergétique les ressources en énergies renouvelables.

40. La sous-région ouest africaine recèle d'importantes ressources d'énergie permettant de soutenir la croissance verte. Les réserves de gaz naturel dans des pays de l'UEMOA (Côte d'Ivoire, Ghana, Niger) sont estimées à 23 300 millions de m³, soit 0.23% des réserves africaines et correspondant à une capacité électrique de 0,84 Gw. D'importantes réserves de pétrole se trouvent dans des pays comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Niger et le Nigéria.

41. Concernant le potentiel hydroélectrique il faut souligner que la CEEAC concentre la majorité des ressources hydraulique avec près de 60% des réserves du continent. La RDC et le Cameroun occupent le premier et deuxième rang africain par l'importance de leur potentiel hydroélectrique. Le potentiel hydroélectrique de cette région est estimé à plus de 1000 TWh dont environ 1% est exploité. Au sein de l'UEMOA, malgré le potentiel requis en énergie

¹³ Source : Les consommations d'énergie des pays de la CEDEAO et de la CEMAC, ADEME ; ECREE : Politiques sur l'efficacité énergétique de la CEDEAO

hydroélectrique d'environ 5860 MW (Ghana, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone), le développement de l'hydroélectricité s'est concentré sur les centrales de grande envergure et sur la production d'électricité pour les agglomérations urbaines et les industries. Les micro- et petites centrales hydroélectriques, qui peuvent être exploitées pour couvrir les besoins en électricité des municipalités et petits villages, ont presque été entièrement ignorés dans tous les pays.

42. Pour l'énergie solaire, la sous région affiche d'énormes potentialités de développement de la filière avec des niveaux d'irradiation de l'ordre de 5 à 7 kWh/m²/j. Des résultats encourageants réalisés avec les systèmes photovoltaïques (PV), ont été enregistrés dans les pays comme le Sénégal, le Mali et le Niger. Malgré les coûts élevés des panneaux photovoltaïques et des batteries, certains ménages éloignés des réseaux électriques et, surtout vivant en milieu rural, ont satisfait une bonne part de leur besoins d'énergie grâce aux systèmes PV. Dans plusieurs pays, les programmes d'électrification rurale ont particulièrement visé les ménages ruraux éloignés des réseaux d'extension électrique et à faible revenu.

43. L'urgence pour l'Afrique est de garantir aux populations un accès aux services énergétiques modernes afin d'asseoir un développement plus durable. Cette urgence ne peut plus être abordée, aujourd'hui, sans l'articuler aux problèmes du réchauffement climatique dont on sait déjà que les effets vont grandement compromettre le développement du Continent, y compris celui de ses infrastructures énergétiques et, par suite, compromettre la satisfaction des besoins des populations et perdurer la situation d'insécurité énergétique.

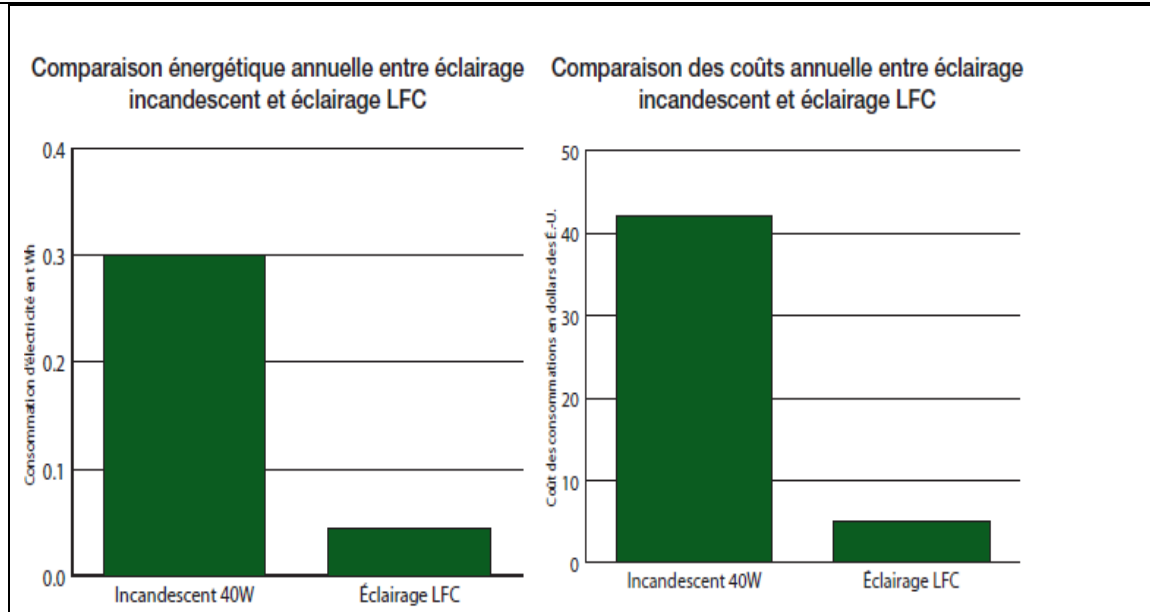
44. Les niches de croissance verte :

- La filière des énergies renouvelables capitalise des niches importantes de création d'emplois verts et d'atténuation des changements climatiques. Elles peuvent procurer une importante main d'œuvre qualifiée dans les domaines de la fabrication de matériels et équipements, la distribution des équipements, l'installation, la maintenance et de l'exploitation des équipements; etc.
- La promotion de l'efficacité énergétique. L'expérience de différents pays a montré que les efforts publics concertés pour promouvoir les économies d'énergie peuvent fournir des services améliorés avec moins d'énergie. Les mesures qui ont un retour sur investissement de moins de 3 ans peuvent économiser généralement jusqu'à 30% de la consommation d'énergie. Le Conseil Mondial de l'Énergie et l'ADEME estiment que les économies globales dans l'Afrique de l'Ouest pourraient même être supérieures, représentant jusqu'à 40% de la consommation de l'énergie courante¹⁴.
- Des options d'adaptation se révèlent à travers la promotion de combustibles de substitution (GPL, biogaz, bio-charbon, etc.) au bois et charbon de bois mais également, dans l'exploitation et la gestion durable des forêts à travers les aménagements forestiers communautaires.

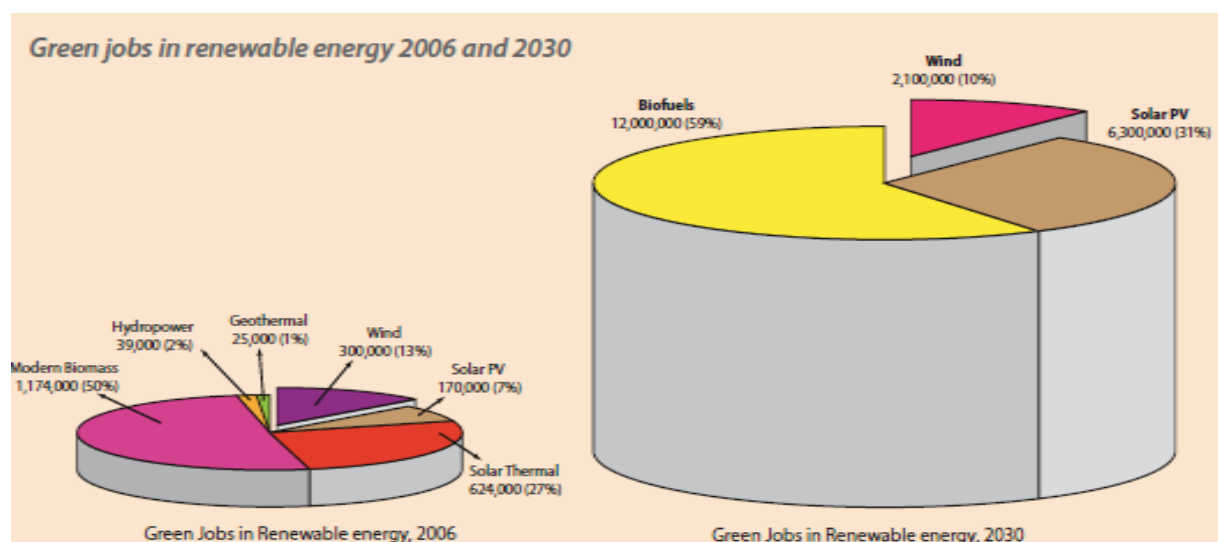
¹⁴ ECREE : Politiques sur l'efficacité énergétique de la CEDEAO

Efficacité énergétique¹⁵

La promotion des technologies efficaces en énergies offre d'importantes possibilités de réduction de la consommation d'énergie. Au Sénégal on estime que le remplacement à 100 % des lampes à incandescence installées par des lampes fluorescentes compactes (FCIL) conduirait à des économies annuelles d'énergie de l'ordre de 73 % (près de 30 millions de dollars américains. par an).



Energie: Opportunités de l'économie verte



Source: Green Jobs report, 2008

- En 1999, environ 2,3 millions d'emplois dans les énergies renouvelables, contre 2 millions dans l'industrie du pétrole et du gaz, y compris le raffinage.

¹⁵ PNUE, CEA 2012: L'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté: Quelles sont les implications pour l'Afrique?

- Globalement, 20 millions de nouveaux emplois pourraient être créés en investissant \$630 milliards dans les énergies renouvelables d'ici 2030.

- promouvoir l'accès des populations marginales aux services énergétiques modernes pour leurs besoins de base (cuisson et éclairage) en privilégiant les options sobres en carbone pour s'inscrire dans la dynamique volontariste des NAMAS.

1.3 Analyse des défis majeurs (création d'emploi, dégradation des ressources naturelles, adaptation aux changements climatiques, gouvernance)

45. Les économies des pays d'Afrique de l'Ouest sont confrontées aux multiples défis de pauvreté extrême, de l'emploi des jeunes et des femmes, de la dégradation et de l'épuisement des ressources naturelles dont elles dépendent fortement, des effets pervers des changements climatiques, de la sécurité alimentaire et de gouvernance saine et transparente.

Défis de la pauvreté persistante

46. L'Afrique de l'Ouest fait partie des régions les plus pauvres au monde où la pauvreté sous toutes ses formes est quasi endémique. Plus d'une personne sur deux vit avec moins d'un dollar par jour. Le diagnostic de la situation sociale et économique, selon les statistiques pays, montre que la pauvreté affecte moins d'un tiers de la population au Bénin, au Ghana et au Togo, et plus d'un tiers de la population au Cap-Vert et en Côte d'Ivoire. Environ la moitié de la population vit en dessous de la ligne de pauvreté au Burkina Faso, en Gambie, en Guinée au Nigéria et au Sénégal. Près des deux tiers de la population étaient pauvres en Guinée-Bissau et au Niger, et plus des deux tiers au Mali et en Sierra Leone. L'indice de développement des pays atteint rarement 0,6.

47. Le début du 21^{ème} siècle reste marqué par l'augmentation des disparités régionales de la pauvreté entre milieu rural et urbain renforcée entre autre par la réduction des rendements agricoles, le manque d'opportunité de travail notamment en zone rurale, l'accès faible des populations pauvres et vulnérables aux sources de financement et aux services énergétiques et la faiblesse des compétences des jeunes et femmes en âge de travail.

Défis de la gouvernance politique et institutionnelle

48. Plusieurs des pays les moins avancés ont travaillé sur une stratégie nationale de réduction de la pauvreté (DSRP) pour atteindre leurs objectifs prioritaires de développement durable et les OMD qui s'avèrent très peu efficaces. Parallèlement, les stratégies nationales de développement durable (SNDD) adoptées dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 21 n'ont pas atteints leur objectifs ambitieux économique, social et environnemental aux niveaux national et local dans une perspective d'équité intra et intergénérationnelle.

49. La promotion de la bonne gouvernance, un des défis majeurs du développement devrait porter sur un renforcement de l'administration publique, l'émergence de collectivités locales économiquement fortes et l'égalité de genre. Les puissances publiques sont amenées aussi à relever le défi de la non implication effective du secteur privé dans la mise en œuvre du développement durable à travers notamment le déploiement de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

Défis de la faiblesse des capacités

50. La faiblesse des capacités est l'un des défis majeurs de la sous région devant toutes les approches de mise en œuvre du développement durable. Les secteurs économiques souffrent entre autres de la mal gouvernance, de la faible qualité de la main d'œuvre (faible formation et qualification des ressources humaines disponibles) et de l'insuffisance des capacités managériales.

Changements climatiques et dégradation des ressources naturelles

51. Les perspectives des décennies à venir montrent qu'un grand nombre de ressources minières sera épuisé et que le stock de ressources naturelles risque d'être gravement appauvri en raison de la pression démographique et des effets néfastes des changements climatiques. Les activités économiques de la sous région d'Afrique de l'Ouest dépendent fortement de l'agriculture, de la pêche et de la foresterie vulnérables aux effets des changements climatiques.

Accès aux services énergétiques

52. La consommation d'énergie finale par habitant (0,45 tep) au sein de la CEDEAO est relativement faible comparée à la moyenne de l'Afrique (0,50 tep) et celle du monde (1,14 tep)¹⁶. L'Afrique de l'Ouest reste la sous région qui a le taux d'accès à l'électricité le plus bas, non seulement en Afrique mais dans le monde entier. La moyenne nationale est de 20% avec de grandes disparités :

- D'abord, entre les pays, certains pays ont un taux d'électrification qui dépasse 50% (Ghana, Sénégal, Côte d'Ivoire, Nigeria, Bénin) contre moins de 15 % pour la plupart des pays et moins de 10% dans les pays comme la Sierra Léone, la République de Guinée, la Guinée Bissau et le Niger.
- Ensuite, des écarts sont notés entre le rural et l'urbain avec respectivement 8 et 20% en moyenne. Cela s'est traduit par de faibles consommations per capita d'électricité. Par exemple, la consommation per capita d'électricité en Sierra Léone est seulement de 24 kWh (Energy Policy of Sierra Leone, 2009) et 76 KWH au Bénin contre 176 KWH en Côte d'Ivoire.

¹⁶ SIE-Sénégal 2010

Chapitre 2 : Evaluation des impacts de la transition vers l'économie verte en Afrique de l'Ouest

2.1 Les impacts sur la pauvreté et sur l'emploi

2.1.1 Impacts de l'économie verte sur la pauvreté

53. A l'instar de l'ensemble du continent africain, dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, la pauvreté sous toutes ses formes demeure un véritable fléau. Selon les statistiques, le revenu moyen per capita se situe entre 305 et 340 US\$. La pauvreté extrême touche environ 40 à 45% de la population de l'Afrique de l'Ouest avec des variations assez importantes selon les pays comme indiqué plus haut. Ainsi, si l'on observe le nombre absolu des pauvres en Afrique entre 1990 et 2008, en termes de moyenne annuelle, la pauvreté n'y a baissé que de 0,5%, alors qu'elle a diminué de 2,3% par année en Asie de l'Est et dans le Pacifique, et d'environ 1% en Asie du Sud¹⁷. Il faut cependant noter une grande disparité qui existe entre la pauvreté urbaine et la pauvreté rurale. En effet, cette pauvreté que connaît l'Afrique de l'Ouest touche plus durement le milieu rural que le milieu urbain où 70% des pauvres de la population vivent dans une situation de pauvreté extrême.

54. Face à cette situation, les Etats d'Afrique de l'Ouest n'ont pas manqué, au cours de ces dernières années, de promouvoir une politique volontariste tant au plan national que régional en vue de la réduction de la pauvreté pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dont la réduction de la pauvreté en constitue **le premier objectif**. Un document stratégique régional de réduction de la pauvreté (DSRRP) qui vise à mieux recentrer les programmes régionaux et en accroître les bénéfices pour les pauvres, a été produit pour coordonner et améliorer l'efficacité des différentes actions à mettre en œuvre en vue de la réduction de la pauvreté.

55. C'est dans ce sens que depuis l'apparition de la notion « d'économie verte » les Etats orientent bon nombre de leurs efforts en matière de lutte contre la pauvreté et d'atteinte des OMD dans la promotion de cette économie verte.

56. En atteste les nombreuses déclarations et résolutions prises par les dirigeants africains pour son adoption qui placent l'économie verte comme vecteur de croissance. Il s'agit notamment de la troisième Conférence ministérielle africaine sur le financement du développement (mai 2009), de la 13^e session de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) de juin 2010, de la première Conférence panafricaine sur la biodiversité (septembre 2010), du septième Forum pour le développement de l'Afrique (octobre 2010) et plus récemment, de la 18^e session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine (janvier 2011).

¹⁷ Rapport OMD 2012, Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

57. Ainsi, l'économie verte devient, pour les pays ouest-africains, une opportunité permettant aux stratégies nationales et aux programmes régionaux de mieux se renforcer dans les divers secteurs afin d'accélérer la croissance et de parvenir à la réduction substantielle de la pauvreté. Il s'agit donc pour les Etats de développer des activités via des politiques ciblées autour des secteurs clés représentant le socle de l'économie des pays et également le seul moyen de subsistance des populations.

58. Pour avoir un impact durable sur la pauvreté, les actions relevant de l'économie verte à mettre en œuvre devront répondre à des objectifs précis et leur impact devra se mesurer dans le temps. Elles pourront s'inscrire dans différents secteurs ayant une grande importance pour les populations pauvres, notamment :

- ***Dans le cadre de la sécurité alimentaire*** à travers le développement du secteur agricole qui reste celui dont dépendent directement la couche pauvre de la population en Afrique de l'Ouest. Développer des activités relevant de l'économie verte autour de ce secteur permettrait de réduire considérablement la pauvreté en milieu rural mais aussi d'assurer la sécurité alimentaire indispensable au développement et à la réduction de la pauvreté. Cela devra passer par un appui apporté aux petits exploitants par la promotion et de la diffusion de pratiques durables. Selon le PNUE, l'étude de 286 projets portant sur les « bonnes pratiques » de 12,6 millions d'exploitations dans 57 pays en développement a révélé que l'adoption d'approches de protection des ressources (par exemple : gestion intégrée des ennemis des cultures, gestion intégrée des nutriments, travail minimal du sol, agroforesterie, aquaculture, maîtrise de l'eau et intégration de l'élevage) entraînait une augmentation moyenne des rendements de 79 % et améliorait l'offre de services environnementaux essentiels.
- ***Dans le cadre de l'accès aux services sociaux et aux infrastructures de base notamment l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.*** En effet, en Afrique de l'Ouest, la couche pauvre de la population dispose d'un accès à l'eau potable salubre très limité et l'extrême majorité des populations en zone rurale est privée de services d'assainissement adéquats. Dès lors, il apparaît que le développement d'activités autour de l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et la salubrité permettraient d'influencer considérablement la réduction de la pauvreté et permettraient également de contribuer à l'atteinte des OMD en matière d'accès à l'eau d'ici 2015. Un important programme de réalisation de forages avec des pompes manuels a d'ailleurs été mis en place à l'échelle des pays de l'UEMOA depuis 2008 permettant de favoriser l'accès à l'eau potable et de développer des activités génératrices de revenus tel que le maraîchage. D'autres activités favorisant l'assainissement sont également initiées et doivent être développées. L'impact direct de ces activités se porterait ainsi sur la santé des populations favorisant leurs conditions de vie et garantissant un niveau sanitaire satisfaisant.
- ***Dans le cadre du développement de l'accès aux services énergétiques*** qui constitue encore en 2012, un problème majeur pour bon nombre de pays d'Afrique de l'Ouest. Le passage à une économie verte en matière énergétique doit s'effectuer dans le cadre du développement de stratégies permettant l'accès aux services d'énergie modernes au plus grand nombre afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations et favoriser également le développement d'entreprises et de structures économiques locales gage d'un véritable impact sur la pauvreté. Les matériaux locaux, comme les résidus agricoles non utilisés et d'autres biomasses, peuvent ainsi servir à

alimenter en électricité propre des domiciles, des écoles, des centres de soins, l'éclairage urbain, les téléphones, les connections Internet et les petites entreprises. Les systèmes et les unités de production d'électricité peuvent être adaptés pour répondre aux besoins aussi bien de petits villages que du périurbain. On trouve des applications réussies dans nombre de pays en développement, mais les investissements font cruellement défaut. Outre des systèmes réglementaires plus appropriés, des mécanismes de financement novateurs et l'implication du secteur privé sont nécessaires pour développer la production d'électricité décentralisée.

- ***Dans le cadre de la formation des ressources humaines.*** En effet, l'Afrique de l'Ouest se caractérisant par la jeunesse de sa population (60% de la population de la région a moins de 35 ans et près de 40% de la main d'œuvre est considérée comme étant jeune) mais aussi son manque de qualification professionnelle surtout en milieu rural, le développement de formations qualifiantes chez les jeunes, centrées sur les métiers verts permettant d'améliorer le niveau de formation et de préparer une main d'œuvre qualifiée contribuera à réduire considérablement la pauvreté mais aussi le taux de chômage chez les jeunes. Par exemple, dans la formation en management, on introduira la responsabilité sociétale des entreprises ; dans l'enseignement en tourisme, on introduira les changements climatiques dans la formation des ingénieurs, on introduira l'analyse de cycle de vie et la gestion des déchets et de l'éco-construction dans les formations en bâtiment et travaux publics (BTP). Miser sur la formation et l'adéquation des compétences à la demande des nouveaux métiers de l'économie verte reste un enjeu majeur pour les pays d'Afrique de l'Ouest dans le cadre d'une transition vers une économie verte qui ambitionne de réduire substantiellement le niveau de pauvreté à moyen et long terme. Cette transition ne pourra se faire qu'avec des travailleurs possédant l'instruction et les qualifications requises.

2.1.2 Impacts de l'économie verte sur l'emploi

59. En Afrique de l'Ouest la création d'emplois reste un défi majeur pour l'ensemble des pays, malgré une légère croissance économique notée ces dernières années. Le taux de chômage demeure élevé surtout chez les jeunes et les femmes. Cependant les secteurs basés sur les ressources naturelles tels que l'agriculture, la foresterie, la pêche demeurent les principaux pourvoyeurs d'emplois.

60. Ainsi la transition vers une économie verte se fixe également pour ambition de changement d'échelle sur la situation de l'emploi par la création de nouveaux métiers à moyen et long termes.

Emploi vert :

Les emplois verts, tant qu'ils sont définis comme des emplois décents qui contribuent à préserver ou à restaurer la qualité de l'environnement, permettent de faire le lien avec la dimension sociale du développement, en même temps qu'ils réconcilient la croissance économique (dans une économie durable et à faible taux de carbone) avec un environnement durable et d'équité sociale. Les emplois verts contribuent de manière effective à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, qui sont, par ailleurs, compromis par les changements climatiques et environnementaux¹⁸.

¹⁸ Initiative Emplois vert BIT/ENDA/PNUD 2011

61. Plusieurs secteurs de l'économie ont été identifiés comme pourvoyeurs de "métiers verts", au sein desquels de nombreuses activités relevant de l'économie verte peuvent y être développées, il s'agit notamment :

- **Du secteur agricole, environnement et agroalimentaire** : en effet la promotion d'activités autour de la protection du patrimoine naturel, d'éco-conseiller dans l'agriculture, d'éco-énergéticien dans l'industrie agroalimentaire, ou encore de juriste en environnement est identifiée comme moyens de génération d'emplois.
- **De la gestion des déchets** : le développement de métiers liés à la collecte, au transport, au traitement et au recyclage des déchets offrent un potentiel d'emplois très importants. Il s'agit dans un premier temps, pour les pouvoirs publics, de structurer l'ensemble de la filière de la collecte au recyclage permettant de générer tout une série d'emplois dont une grande partie pourrait être rentabilisés par la production de valeur ajoutée au niveau du recyclage des déchets. Ainsi, la structuration de la filière, outre l'apport considérable qu'elle pourrait entraîner au niveau de la salubrité, de la santé et de l'environnement, pourrait également générer des nouveaux métiers rentables et créateurs d'une nouvelle économie.
- **De l'eau et de l'assainissement** : l'ensemble des activités liés à la production, au contrôle, à la distribution et à la gestion de l'eau et de l'assainissement mais également les activités de maintenance et d'entretien des ouvrages comptent parmi les activités à fort impact d'emplois.
- **Du Bâtiment** : dans les métiers du bâtiment de la conception à la réalisation comptent de nombreux emplois potentiels relevant de l'économie verte notamment autour des métiers favorisant le développement d'architecture à haute qualité environnementale, l'utilisation de matériaux durables, la mise en place de système d'assainissement écologiques, ...
- **Des transports** : certains Etats ont affirmé leur volonté pour développer des modes de transport à faible émission de CO2 mais également des projets innovants de modes de transports urbains qui devraient avoir pour conséquences de générer tout une série d'emplois innovants relevant de ces nouvelles technologies.
- **De l'énergie** : les différents secteurs d'activités relevant du développement des énergies renouvelables notamment le photovoltaïque, l'éolien, la biomasse, aussi bien dans le conseil de solutions, les fournitures et la maintenance d'équipements sont un gisement importants d'emplois.

62. Selon le PNUD dans son étude "les opportunités d'emplois verts dans les énergies renouvelables en Côte d'Ivoire, Septembre 2012" le sous-secteur de l'énergie de la biomasse est celui qui offre le plus d'opportunité de créations d'emplois verts au pays ouest africains et les trois exemples suivants ont été proposés :

- La fabrication de briquettes de biomasse crue comme combustible de cuisson. Cette production s'inscrit dans une stratégie de substitution au bois de feu par des granulés ou des briquettes de biomasse crues (la biomasse est déshydratée mais non carbonisée) issues de résidus agricoles et déchets ligneux non alimentaires. La capacité de production locale permet de viser un public rural et périurbain utilisant traditionnellement le bois de feu. Si les volumes de biomasse disponibles sont

importants, la biomasse brute ou transformée peut être destinée à la production de vapeur et d'électricité dans des systèmes industriels connectés à un réseau électrique national ou local. Il s'agit alors d'un cycle industriel pouvant conduire à la production de plusieurs mégawatts. Des emplois directs créés par ce type de projet vise d'abord l'achat, la collecte et le transport de la biomasse brute, l'alimentation, la maintenance et l'opération de l'unité de pelletisation, l'ensachage, la manutention et le transport des granulés, et enfin leur commercialisation

- La substitution au charbon de bois peut venir de la carbonisation des résidus agricoles commercialisés sous forme de brique de charbon. L'objectif est le même, valoriser un stock de résidus ligneux pour réduire le prélèvement en forêt, mieux produire un charbon aux performances énergétiques améliorées.
- La production locale d'agro-carburants destinés à une électrification locale et à la mécanisation agricole est fortement créatrice d'emploi : la production agricole est intégrée au volet technique de sa transformation.

63. Cependant, des menaces potentielles liées à la compétition dans l'usage des terres (accaparement des terres) et de l'eau, notamment pour des productions industrielles sont réelles.

Encadré: La production locale d'agro-carburants destinés à une électrification locale et à la mécanisation agricole est fortement créatrice d'emploi : la production agricole est intégrée au volet technique de sa transformation.

L'exemple de la communauté villageoise de Garalo, Sud du Mali, montre le développement de 3 chaînes de valeurs. La filière agricole intègre l'amélioration des semences et les pépinières, la plantation, la conduite et la récolte des plantations en associations culturales ou en haies vives (culture en bocage et/ou lutte antiérosive), la valorisation du tourteau de jatropha comme bio-fertilisant et la valorisation de l'huile de jatropha comme bio-pesticide. La filière mécanique est limitée au pressage, à l'extraction et au filtrage de l'huile végétale pure de jatropha, à la modification et la maintenance des moteurs diesels et des lampes à pétrole pour brûler cette huile pure. Des activités connexes sont également observées pour la valorisation de l'huile pour la production de savon local (en association avec d'autres huiles et essences locales), l'utilisation de plateformes d'outils multifonctionnels (scierie, poste à souder, chargeurs de batteries, etc.) alimentées par un groupe électrogène, ou des services de mécanisation agricole et de transformation des produits locaux.¹⁹

64. Cette transition, pour qu'elle impacte véritablement la création d'emplois, doit être encadrée par une stratégie et une volonté politique forte des pouvoirs publics des Etats et des Collectivités Locales mais également susciter l'intérêt du secteur privé et des investisseurs qui doivent y trouver une forme de rentabilité.

65. Les jeunes constituant la majorité des personnes sans emploi en Afrique de l'ouest, une piste à explorer également serait, pour les pays, de capitaliser les expériences mises en œuvre dans d'autres pays notamment au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda où un partenariat

¹⁹ PNUD, les opportunités d'emplois verts dans les énergies renouvelables en Côte d'Ivoire, Septembre 2012

avec l'OIT a permis de lancer un partenariat pour promouvoir l'esprit d'entreprise « vert » chez les jeunes. Les premières initiatives réalisées ont déjà produit des résultats significatifs notamment la mise en place d'un réseau d'entrepreneurs qui aide les jeunes compagnies et soutient la création d'entreprises dans le secteur de l'économie verte, la mise en place de formations sur l'esprit d'entreprise « vert » et également la remise de prix récompensant les entreprises innovantes dans le secteur de l'économie verte.

66. Le développement d'activités et d'emplois dans ces secteurs ne peut s'inscrire que dans un cadre favorable où certains préalables, notamment l'accès à l'énergie, sont réglés. Ainsi le développement de l'accès aux énergies renouvelables reste une priorité pour la transition vers une économie verte et représente également un gisement potentiel d'emplois. L'analyse de la rentabilité et de son caractère soutenable par les populations concernées constitue un enjeu de taille pour envisager son développement notamment dans les zones rurales d'Afrique de l'Ouest.

67. Cependant il faut noter que cette transition vers l'économie verte pourra également se faire aux dépens de la perte de certains emplois: si tel est le cas, il s'agira de veiller à ce que les personnes qui se retrouveront au chômage bénéficient de formations et d'opportunités leur permettant de s'adapter aux nouveaux métiers relevant de l'économie verte. Il sera impératif de mettre en place des politiques visant à protéger ceux qui risquent de subir le contrecoup de ces évolutions, par des garanties de ressources, des possibilités de reconversion professionnelle et des aides à la réinstallation, par exemple

<p>Evolutions possibles pour les métiers d'aujourd'hui dues à la révolution verte²⁰</p> <p>Certains emplois vont être totalement créés, notamment en raison de la mise au point de nouveaux équipements ;</p> <p>Certains emplois vont être remplacés, par exemple dans la mutation des énergies fossiles vers les énergies renouvelables ;</p> <p>Certains emplois vont être complètement supprimés, lorsque la production de certains biens sera totalement interdite ;</p> <p>De nombreux emplois techniques (ouvriers, électriciens, plombiers etc.) vont être transformés et adaptés aux nouvelles exigences vertes des marchés</p>
--

2.2 Les impacts ou effets sectoriels de la promotion de l'économie verte

2.2.1 Impacts sur le secteur de l'agriculture

68. Le secteur agricole de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) joue un rôle déterminant. Il contribue en effet à hauteur de 35% à la formation du produit intérieur brut régional. Tous pays confondus, il représente environ 6 milliards de dollars, soit 16,3% de l'ensemble des exportations de produits. Sur le plan de l'emploi, le secteur agricole demeure le premier utilisateur de main-d'œuvre. Plus de 60% de la population active de la région CEDEAO travaille dans ce secteur en dépit de sa faible rémunération par rapport aux autres secteurs de l'économie.

²⁰Source: Les Emplois Verts Une nouvelle opportunité d'inclusion sociale en Europe, Asbl Pour la Solidarité, mai 2012

69. En dépit de son importance dans l'économie régionale, le secteur agricole d'Afrique de l'Ouest est caractérisé par une faible productivité et affronte de fortes contraintes environnementales. Il est confronté au risque d'une baisse de la productivité sous l'effet des changements climatiques et de la dégradation des écosystèmes.

70. Promouvoir une véritable économie verte impactant ce secteur demande des évolutions importantes dans les pratiques notamment l'abandon par les agriculteurs de pratiques non durables tels que l'utilisation de grandes quantités d'eau, la pollution par les pesticides, la favorisation du déboisement, la contribution à la perte de biodiversité, ...). Cette orientation aura pour conséquence d'augmenter sensiblement la productivité des agriculteurs et améliorer leurs revenus. La rareté des précipitations a entraîné le développement de l'agriculture irriguée, le passage à une économie verte devra encourager l'élaboration et l'application de technologies appropriées tels que les systèmes d'irrigation efficaces et la mécanisation, ce qui amélioreront les moyens de subsistance des populations.

71. Faire appel aux habitants des zones rurales pour restaurer et protéger l'environnement naturel pourrait générer également un plus grand nombre d'emplois favorisant le développement d'une agriculture durable et raisonnée.

72. En Afrique de l'ouest, l'élevage et la foresterie restent deux secteurs fortement liés à l'agriculture et représente une part importante du produit intérieur brut de l'Afrique et des recettes d'exportation. L'élevage joue un rôle important en Afrique de l'ouest avec une contribution notoire au PIB agricole, il constitue aussi une des principales activités économiques dont sont tributaires les populations les plus pauvres en tant que source d'aliments et de revenus monétaires. Prenons l'exemple des forêts, leur gestion écologiquement viable (extractions durables du bois d'œuvre et autres produits forestiers) et une prise de conscience accrue de ses fonctions vitales de soutien peuvent générer d'importants avantages économiques pour les pays de la région et contribuer à la réduction de la pauvreté. D'autre part les forêts fournissent des services éco-systémiques, comme la régulation du climat, la séquestration du carbone et la protection des bassins versants.

73. Face au constat des limites du développement du secteur agricole dans les différents pays d'Afrique de l'Ouest qui est notamment freiné de par son sectionnement dans différents ministères (agriculture, élevage, pêche, environnement) et au vu du manque de coordination entre les différentes structures, la CEDEAO et l'Union Africaine, en collaboration avec les partenaires au développement, ont mis en place le Système National d'Analyse Stratégique et de Gestion des Connaissances (SAKSS) dont l'objectif est d'informer et guider le processus de mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA). Celui-ci intègre également la question de la durabilité du secteur et les différentes actions relevant de l'économie verte qui en découle.

74. Par ailleurs, les Etats ont largement pris conscience que pour faire face à la croissance de la demande future de manière durable, tout en accélérant la réduction de la pauvreté et de la faim, il faudra encore d'autres investissements supplémentaires, de la part des agriculteurs et du secteur public. Les analyses portant sur les systèmes de production durable relèvent souvent les avantages, qui ont pour conséquence d'augmenter les revenus des producteurs et par l'amélioration de l'environnement. Il faut parfois plusieurs années avant qu'un système de production agricole durable ne produise des bénéfices, notamment lorsqu'il s'agit de remettre

en état des écosystèmes dégradés comme c'est le cas dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest. Pour ce faire, il faut investir largement dans le capital social.

75. Dans certains pays d'Afrique, plusieurs gouvernements ont commencé à aider les agriculteurs à opérer une transition vers des méthodes de production plus durables. Par exemple, le Gouvernement zambien a fait de l'agriculture de conservation l'une de ses priorités, vers la fin de 1999, afin d'améliorer la productivité et la durabilité de l'agriculture. Il a créé l'Unité pour l'agriculture de conservation, qui fournit maintenant des services de vulgarisation à 170 000 agriculteurs disséminés dans 17 districts, de manière à appuyer l'adoption de l'agriculture de conservation. Les technologies correspondantes ont été particulièrement couronnées de succès dans les régions semi-arides, parce qu'elles réduisent les effets des sécheresses sur la productivité agricole, sans nuire aux rendements. Ces expériences semblent intéressantes à capitaliser dans le cadre de cette transition en Afrique de l'Ouest.

76. Enfin, les systèmes publics de recherche, de développement et de vulgarisation, combinés au renforcement des capacités, peuvent réduire les coûts de transaction et accroître les incitations à investir dans des méthodes de production durable. Pour effectuer la transition vers des systèmes de production durable, il faudra modifier l'allocation des investissements actuels, publics et privés, pour passer à des projets ayant une meilleure durabilité. De même, la recherche agricole devra jouer un rôle essentiel dans l'appui fourni aux méthodes de production agricole durable.

Encart Le projet de la Grande Muraille Verte, pour une promotion de l'économie verte dans le Sahel²¹

Le projet transcontinental de la Grande Muraille verte répond pleinement aux enjeux fixés dans le cadre du développement de l'économie verte. Ses principaux objectifs qui visent la réduction de l'érosion des sols, la restructuration des sols dégradés, la maîtrise des ressources en eau et l'accroissement du taux de reforestation offrent un cadre idéal au développement de l'économie verte qui sans se socle ne pourrait se développer dans de bonnes conditions.

L'ensemble des actions programmées pour l'atteinte de ses objectifs permettent de promouvoir une série d'activités économiques relevant du champ de l'économie verte : la relance, le développement et la diversification de l'agriculture et de l'élevage, l'amélioration des systèmes de productions viables et durables, le développement d'activités raisonnées d'exploitation des ressources forestières, le développement de l'éco tourisme, ...

2.2.2 Impacts sur le secteur de l'industrie

²¹ ENDA/PNUE : Etude sur la situation socio-économique dans les pays de la GMV et leur capacité d'adaptation aux changements climatiques, Octobre 2011

77. L'agriculture n'étant plus la principale source de revenus monétaires dans beaucoup de zones rurales d'Afrique de l'Ouest, afin de mieux résister aux chocs et se doter de capacités productives qui permettent une croissance économique forte et durable, la création d'emplois et une réduction notable de la pauvreté, les pays ouest africains se sont fortement engagés en faveur de l'industrialisation. Toutefois, il est à noter que le secteur industriel en Afrique de l'Ouest est encore embryonnaire et pas assez diversifié pour produire une grande variété de produits intermédiaires et finis.

78. Malgré une industrialisation peu développée ni diversifiée et représente un pourcentage relativement infime de l'emploi global, son écologisation pourrait contribuer à créer davantage d'emplois. En effet, l'investissement dans le développement propre peut permettre aux industries Ouest africaines de créer des emplois décents, une économie respectueuse de l'environnement pourrait accroître la l'offre des produits industriels, contribuant à améliorer la compétitivité tout en protégeant l'emploi, voire en créant de nouveaux emplois.

79. C'est le cas notamment du secteur de l'agro-industrie et de l'agroalimentaire qui permet de contribuer à la sécurité alimentaire et participer à la viabilité de l'économie. Il fait face à de nombreux défis eu égard à la situation économique mondiale. En effet, les voies et moyens de décollage du secteur existent, il s'agit de mettre en place des instruments efficaces pour pouvoir se frayer une place dans l'économie. Les différentes activités à développer selon des normes écologiques en vu notamment d'une commercialisation sous régionale et internationale pourront concerner la transformation des produits agricole, de maraichage, d'arboriculture de la pêche et de l'élevage.

80. L'agro-industrie en Afrique rencontre par exemple beaucoup de difficultés pour gérer ses déchets. Promouvoir le recyclage dans l'industrie agroalimentaire permettrait de réduire considérablement les déchets et la pollution mais aussi de promouvoir une industrie ouest africaine plus compétitive et génératrice d'emplois.

81. D'autres part, il est également avéré que l'industrie minière, est une des voies principales de développement de l'industrie en Afrique de l'ouest. Des industries émergent donc aujourd'hui de plus en plus dans le secteur minier. Ces derniers pourront réaliser directement des investissements plus écologiques, en utilisant des technologies respectueuses de l'environnement et en s'appuyant sur des innovations qui sont actuellement disponibles.

82. Afin de favoriser la transition vers l'économie verte de ces entreprises naissantes, les pouvoirs publics devront leur apporter un soutien particulier car ces derniers non seulement vont présenter un fort potentiel de croissance et d'emploi mais également produire des biens et des services à fort bénéfice environnemental qui permettront une meilleure utilisation des ressources (gestion de l'eau, recyclage, ...), une réduction des consommations d'énergie (bâtiment, transport « décarboné », ...), ou une production d'énergie moins émettrice de gaz à effet de serre. Il s'agira pour les états par exemple de prévoir des financements tournés vers des technologies propres des PME et PMI pour consolider ou mettre en place, selon leur stade de maturité.

Chapitre 3 : Analyse des barrières institutionnelles et financières d'une économie verte

3.1 Analyse des barrières politiques et institutionnelles

3.1.1 Barrières politiques

83. Pour atteindre les objectifs de l'économie verte, une transition énergétique, économique et sociale est nécessaire. Les pouvoirs publics ont, à ce propos, un rôle important à jouer pour lever les barrières politiques. Ces barrières sont de plusieurs ordres et se situent à différents niveaux dans les pays de l'Afrique de l'Ouest.

84. Il y a tout d'abord **l'insuffisance d'un cadre politique et stratégique cohérent** permettant aux différents acteurs d'évoluer dans un cadre d'orientation stratégique. Le Sommet sur le développement durable organisé à Johannesburg en septembre 2002 a appelé notamment les pays à se doter d'une stratégie nationale de développement durable (SNDD) dès 2005. Les pays de l'Afrique de l'Ouest ont pris aussi cet engagement de mettre en place ce cadre politique et stratégique. Or, jusqu'aujourd'hui, une revue du cadre national de développement durable révèle que les pays n'ont pas tous élaboré leur SNDD. Certains l'ont élaborée mais pas validée, comme le Sénégal, d'autres comme le Burkina Faso (2001) et la Côte d'Ivoire ont mis du temps à la mettre en place, et d'autres encore sont en train de l'élaborer. En ce qui concerne les stratégies nationales d'économie verte précisément en Afrique, seules l'Afrique du Sud et l'Éthiopie ont développé des plans ambitieux et innovants pour s'engager sur cette trajectoire.

85. Il faut reconnaître tout de même que les pays ont adopté diverses politiques, stratégies et plans visant à prendre en charge les questions de développement durable. Il s'agit notamment, des visions nationales à long-terme, des plans de développement national et régional, des Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP), et des stratégies sectorielles dans les domaines de l'agriculture, de l'environnement et des ressources naturelles. Cela dénote cependant qu'il existe une panoplie d'outils de planification qui rendent ainsi difficile la mobilisation et l'appropriation. L'instabilité politique constitue donc le premier obstacle auquel il faut faire face.

86. **L'instabilité politique et les conflits** ont beaucoup et pendant longtemps compromis la paix et la sécurité dans la région. La multiplicité des conflits armés dans les années 90 ont eu pour conséquence les déplacements de populations et la destruction du tissu socio-économique et des ressources. Il s'y ajoute depuis quelques années, des menaces terroristes dans certains pays avec des risques d'extension. L'incertitude engendrée par de telles situations ne peut qu'éloigner les investisseurs qu'ils soient nationaux ou étrangers.

87. Malgré les efforts, **l'intégration** demeure encore un vœu. Le processus d'intégration des pays demeurent une gageure. Cela est étroitement lié aux problèmes d'instabilité politique et de mauvaise gouvernance cités plus haut, mais aussi à la non implication des populations dans le processus. Les mécanismes d'intégration ne sont donc pas adaptés.

88. La **mal-gouvernance politique et économique** constitue l'ennemi de la création de richesses. Bien que beaucoup d'efforts aient été fournis tant au niveau national que régional, l'environnement des affaires constitue toujours un obstacle majeur à l'investissement domestique et étranger, à cause des lourdeurs administratives, la complexité et l'opacité des décisions de justice, etc. qui augmentent les coûts des transactions et décourage les investisseurs dans un contexte économique mondial de crise.²² La redynamisation de l'économie des pays d'Afrique de l'Ouest et tout particulièrement du secteur de l'industrie, ne peut se faire sans une forte orientation régionale. Ainsi, la simplification et l'harmonisation des procédures ainsi que le respect des engagements communautaires et un contrôle multilatéral constituent la première étape pour la mise en confiance des investisseurs.

89. A l'issue de la 14^e session de la Conférence des ministres africains de l'environnement, CMAE, ceux-ci ont décidé d'initier un partenariat pour s'engager sur la voie de l'économie verte. Cet engagement pour un développement plus écologique suppose de surmonter toutes les barrières qui ont toujours entravées un développement réel dans la sous-région.

90. Cette décision démontre la volonté politique des dirigeants africains à s'engager de manière proactive sur le chemin de l'économie verte. Dans le contexte actuel de mondialisation, il est normal que ces dirigeants commencent par une nécessaire coordination de leurs actions dans le cadre de cette transition économique. Le passage à ce nouveau paradigme de développement nécessite en effet une vision régionale et continentale, avec la mise en place d'un cadre et environnement favorables aux niveaux national, régional et continental.

91. Il reste cependant à traduire cet engagement dans la réalité afin de témoigner concrètement de la volonté de s'embarquer résolument dans le vent mondial nouveau du changement économique, social et environnemental qu'apporte l'économie verte.

3.1.2 Barrières institutionnelles

92. Pour assurer sa durabilité, l'économie verte doit s'appuyer notamment sur les institutions à différents niveaux. Cela nécessite de relever de nombreux défis institutionnels, notamment des problèmes de coordination des acteurs, d'articulation des actions à différents niveaux et de gouvernance des mécanismes de mise en œuvre. La transition vers une économie verte doit ainsi lever toutes les barrières institutionnelles qui existent pour assurer des résultats probants à long terme, et concilier les objectifs légitimes de développement socio-économique des populations et la protection de l'environnement. L'intervention des pouvoirs publics pour la mise en place d'un système institutionnel cohérent et inclusif est donc nécessaire.

93. Une revue des rapports nationaux en direction de la Conférence de Rio + 20 montre que dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest, un dispositif institutionnel a ainsi été mis en place dans le cadre de la poursuite des objectifs de développement durable. Ce dispositif comprend notamment des lois et règlements, des agences, des commissions et autres. Un certain nombre de pays (Côte d'Ivoire, Sénégal notamment) ont également créé des ministères

²² ECOWAS (2010).- West African Industrial Common Policy. July 2010, 74 p.

en charge de l'environnement et du développement durable. Les collectivités locales viennent compléter ce dispositif avec des compétences transférées.

94. Cependant la multiplicité de ces structures justement pose un certain nombre de problèmes et le plus courant est le manque de coordination, même si, comme pour le cas de la Côte d'Ivoire par exemple, les attributions sont claires. Il y a aussi que certains ministères et certaines structures, leurs compétences touchent de manière indirecte à l'environnement et au développement durable. D'où la nécessité d'une mise en cohérence de façon inclusive.

95. Au niveau des pays de l'Afrique de l'Ouest, parmi les barrières institutionnelles on peut notamment citer :

- le manque de coordination entre les ministères et les institutions en charge des questions liées à l'environnement et au développement durable, ce qui entraîne à différents niveaux et à des degrés divers, des chevauchements, des conflits de compétences et une confusion par rapport aux mandats et responsabilités,
- la non prise en compte des principes de développement durable dans les cadres nationaux de planification,
- le manque de prise de conscience de l'importance et de la nécessité d'intégrer tous les trois piliers du développement durable dès la phase de conception, une compréhension limitée des liens entre ces trois piliers,
- et enfin l'instabilité institutionnelle avec des compétences et attributions qui peuvent changer au gré des remaniements ministériels, empêchant l'efficacité des actions et un suivi efficace.

96. Comme exemple de ces problèmes, l'on peut citer le cas du Sénégal qui a été parmi l'un des premiers pays à élaborer en 2002 sa Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD). Cependant, pour des raisons de changements institutionnels, ce n'est qu'en 2012 que cette stratégie a été soumise à la revue des pairs²³.

97. En Côte d'Ivoire²⁴, une évaluation des capacités des agences de contrôle et de suivi de l'environnement a révélé l'inefficacité de ces structures faute de ressources matérielles et humaines.

98. Au niveau sous régional et régional, des institutions ont été mises en place depuis les années 70 pour faire face notamment à la vulnérabilité environnementale et économique des pays. Des cadres de développement durable également ont été mis en place, notamment les CER, communautés économiques régionales, les centres régionaux. Cependant, ces institutions n'ont pas été très actives, même jusqu'à récemment encore²⁵. Cela s'explique par le fait qu'au départ, les mandats de certaines de ces institutions étaient limités (par exemple le CILSS, le centre régional AGRHYMET, etc.). Il était ainsi difficile pour ces institutions régionales de se positionner pour le leadership dans un domaine qui échappait à leur compétence.

²³ Voir les présentations et rapport de l'Atelier de revue par les pairs organisé en novembre 2012 avec l'appui de l'IEPF.

²⁴ Ministère de l'environnement et du développement durable (2012), Rapport national de développement durable dans la perspective de Rio+20, 45p.

²⁵ NANASTA, Djimingue (2009).- African Leadership on Climate Change: Challenges and Solutions for African Regional Institutions. Discussion Paper for Lead Africa Workshop, Tunis, 2009, 20 p.

99. En fait, certains cadres institutionnels avaient été mis en place pour satisfaire les besoins de mise en œuvre de certaines conventions, et non pour satisfaire les besoins des pays.

100. Ainsi, pour poursuivre efficacement les objectifs de développement durable et d'économie verte dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, et essayer de surmonter les différentes barrières institutionnelles relevées ici, l'on peut proposer les actions suivantes pour les pays de la région :

- la mise en cohérence et une institutionnalisation des structures, compétences et actions par l'adoption d'une loi-cadre prenant en compte toutes les préoccupations de développement durable de l'heure,
- une institutionnalisation de l'intégration du développement durable dans les programmes et actions
- la vulgarisation des textes et règlements pour une prise de conscience et une implication effectives de tous les acteurs et secteurs,
- la mise à disposition des ressources matérielles et humaines, passant par le renforcement des capacités
- la mise en place d'un cadre de collaboration et de concertation

101. Les institutions régionales et sous régionales peuvent jouer un rôle important dans la promotion et la mise en œuvre de l'économie verte en Afrique de l'Ouest. Pour jouer pleinement et avec efficacité ce rôle, il sera nécessaire d'intégrer les principes de développement durable et de l'économie verte dans leurs mandats respectifs et renforcer les partenariats. Il s'agira en effet de chercher à intégrer la croissance verte dans l'action des pouvoirs publics et non pas d'élaborer tout simplement de nouvelles orientations ou de créer de nouvelles institutions.

3.2 Analyse des barrières financières

102. L'économie verte nécessite un financement à court, moyen et long terme en fonction des domaines. Ce financement devrait pour l'essentiel provenir du secteur privé mais concerne également le secteur public. Pour les pays de l'Afrique de l'Ouest, les ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre du développement durable sont limitées et mis à part le budget de l'Etat, souvent les mécanismes de mobilisation de ressources complémentaires mis en place dans le cadre des différents accords multilatéraux de l'environnement (AME) (tels que le Mécanisme de Développement Propre, (MDP), les fonds nationaux de l'environnement, le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à une certaine époque, etc.) s'avèrent souvent inopérants, pas assez accessibles et inefficaces. Par ailleurs le soutien financier des pays développés pour la mise en œuvre des projets et programmes est encore faible et mal exploité. En fait le cadre financier n'est pas encore défini et les barrières au financement de l'économie verte sont nombreuses. Pour mettre en place un tel cadre, de nombreuses interrogations nécessitent d'être levées, à savoir par exemple, quels types d'investissement il faut pour les secteurs de l'économie verte ? Quels genres d'investisseurs, quelles sources d'investissement et à quelle échelle, pour les activités aux niveaux local, national et régional, etc. ?

103. Selon les domaines et la portée de l'action, deux niveaux et types de financement devraient être distingués. Fondamentalement :

- Le soutien du secteur public est nécessaire pour renforcer les capacités et créer un environnement favorable pour attirer les investissements privés;

- Et l'investissement privé est nécessaire pour couvrir les besoins de financement importants. À cet égard, il sera important de préparer le terrain et d'attirer des investisseurs à long terme.

Les obstacles liés à l'investissement: besoin de deux niveaux de financement

Investissements du secteur public

104. Le financement des stratégies de croissance verte suppose un niveau d'investissement élevé et à long terme. Cela est d'autant plus vrai qu'il s'agit de mettre en place les bases d'un changement des modes de production et de consommation, d'une création de richesses grâce et l'innovation, d'un changement de comportement, et de la création du bien-être pour les populations. Cela suppose par conséquent qu'il faut faire face à un certain nombre d'externalités avec le soutien des pouvoirs publics. Au niveau local et national, le secteur public pourrait diriger son intervention dans les axes suivants :

- le renforcement des capacités des acteurs nationaux
- le renforcement du tissu économique national
- la mise en place de mesures incitatives permettant la mobilisation des investissements importants pour les PME et PMI
- la promotion d'une plus grande implication des institutions financières locales
- la mise en place d'une stratégie d'information et de communication vis-à-vis du public et du secteur privé, etc.

105. La contribution du financement public apparaît donc comme un préalable. Les investissements privés ne peuvent être attirés que par un environnement des affaires favorables. De ce point de vue, l'économie verte pourrait être utilisée par les pouvoirs publics non seulement comme le prétexte d'une harmonisation des politiques sectorielles, mais également pour une mise en confiance des investisseurs privés. L'intervention publique dans les choix d'investissements et la prise de risques demeurent donc incontournables. Les investissements publics devraient donc être axés sur le renforcement des capacités et la stimulation et le renforcement de petites entreprises familiales qui formeront le socle des investissements à grande échelle et sur le long terme.

Investissements du secteur privé

106. Les portes d'entrée ou scénarios d'investissements pour le secteur privé sont nombreux et concernent le climat, l'énergie, la biodiversité, la gestion des déchets, l'agriculture, l'industrie, les infrastructures, les transports, la recherche, etc. et les objectifs pour aller vers une économie verte sont véritablement ambitieux. Pour atteindre ces objectifs de développement durable à long terme, ces secteurs ont besoin d'investissements importants nécessitant une projection à long terme, allant au-delà du court-terme recherchée souvent par les investisseurs privés pour maximiser les profits. Or compte tenu de la pression exercée sur les maigres finances publiques, l'intervention du secteur privé est nécessaire. Rien que pour lutter contre les changements climatiques par exemple, les études et évaluations menées au cours des dernières années pour essayer de déterminer le montant de financement nécessaire pour les pays en développement révèlent des coûts de l'ordre de plusieurs milliards de dollars²⁶.

²⁶ Banque Mondiale, UNFCCC, PNUD, OXFAM, Christian Aid, etc.

107. Pour les pays de l'Afrique de l'Ouest, le financement de la transition vers une croissance verte va se heurter à leurs capacités financières très limitées d'autant plus que les investissements nécessaires sont des investissements de long terme. Il n'existe pratiquement pas non plus d'instruments de mobilisation des ressources internes efficaces au niveau des pays en faveur de l'environnement. Le principe du pollueur payeur adopté dans le cadre des codes de l'environnement des pays n'est pas non plus appliqué ou connaît des dysfonctionnements. C'est le cas en Côte d'Ivoire ou le Sénégal. Face à cette barrière d'ordre structurel, un partage des rôles entre les acteurs publics et privés est indispensable en fonction des avantages comparatifs des uns et des autres. Malheureusement, pour le moment, mis à part le secteur de l'énergie où on note un certain bouillonnement notamment au Sénégal avec l'arrivée d'une entreprise de montage de panneaux photovoltaïques et l'annonce de l'une des plus grandes centrales solaires au monde au Ghana d'ici 2015, le secteur privé local n'investit que très peu encore dans l'environnement et le développement durable.

108. C'est pourquoi les investisseurs de long terme tels que les assurances, les fonds de pension ou les fonds souverains seuls capables de regarder au-delà de la rentabilité financière immédiate ont un rôle essentiel à jouer²⁷. Ils peuvent combler de manière substantielle le gap de financement pour une croissance verte de la sous-région Afrique de l'Ouest. Le Programme ClimDev mis en place par la BAD, la CEA et la Commission de l'UA, ainsi que le Fonds Vert Africain devraient ainsi pouvoir être utilisés comme supports de mise en œuvre de schémas de mobilisation des ressources et de financement qui iraient au-delà des changements climatiques pour lesquels ils ont été créés. Ce n'est qu'en alignant les interventions et les financements dans une perspective de long terme visant la rentabilité sociale et environnementale que les pays pourraient espérer atteindre l'objectif ambitieux de croissance verte.

109. Toutefois, pour y parvenir, des mesures de soutien au niveau régional et international devraient être prises pour surmonter les obstacles qui empêchent d'attirer les investissements étrangers : l'accès aux marchés qui sont limités, le relèvement ou l'amélioration du climat des affaires et de la gouvernance, le partage des risques à travers des partenariats public-privé, et le renforcement des capacités des entreprises locales pour leur permettre de nouer des partenariats. Les institutions bancaires continentales ou sous régionales telles que la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) qui ont beaucoup investi jusque-là dans les hydrocarbures pourraient aider les pays à s'engager dans la croissance verte en élargissant leur palette de produits et services écologiques et en aidant les pays à créer un effet de levier des investissements de long terme. Là encore, le soutien de l'intervention publique sera aussi indispensable, pour ouvrir les marchés, améliorer la gouvernance, mettre en place des normes, etc.

Barrières liées aux procédures de décaissement

110. L'une des raisons de la faible utilisation ou de l'utilisation inefficace des ressources financières disponibles pour la mise en œuvre des conventions sur l'environnement est liée aux retards dans le décaissement des fonds. Cela a été l'une des principales critiques envers le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), connu comme le mécanisme financier des conventions de Rio. Celles-ci ont conduit le FEM à mener de nombreuses réformes au cours

²⁷ BARON, Richard, et. al (2010). -Le financement de la croissance verte.- Paris : CEDD, Octobre 2010.- 120 p.

des quatre à cinq dernières années. Ainsi le cycle de projet a été considérablement raccourci et la liste des agences a été élargie.

111. Les retards dans le décaissement des fonds sont aussi l'un des principaux reproches à l'encontre de la Banque Africaine de Développement²⁸. L'examen des évaluations passées de la BAD révèle aussi de longs retards dans la signature des accords de prêt, l'efficacité des prêts et les longs retards dans le premier décaissement. Ce sont ces goulots d'étranglement récurrents qui freinent la performance de la plupart des opérations lancées par la banque.

112. Compte tenu de ces contraintes, il serait difficile pour les pays africains, et plus particulièrement pour les pays ouest-africains d'accéder facilement et s'engager avec succès dans la voie de l'économie verte, sans plus de soutien et de renforcement des capacités, au-delà des réformes nécessaires des institutions financières afin de simplifier leur cycle de projet et les règles et procédures de décaissement.

Barrières liées à la capacité d'absorption

113. Malgré la disponibilité des fonds destinés à la prise en charge de l'environnement, les pays africains souffrent du manque de capacité d'accès à ces fonds. Cela est avéré notamment en ce qui concerne les fonds sur les changements climatiques (FEM, Fonds pour l'Adaptation, MDP, etc.) qui sont sous exploités par les pays. De plus, compte tenu des estimations du coût de l'adaptation aux changements climatiques qui s'élèvent à des milliards de dollars, et si d'ici à 2050, un investissement annuel totalisant 1 300 milliards \$ US (2 % du PIB mondial) sera nécessaire pour assurer une croissance économique « verte » dans le monde, il faudra nécessairement augmenter la capacité d'absorption des pays.

114. Pour permettre aux pays de mieux profiter des financements pour la croissance verte, il sera nécessaire de les aider à :

- renforcer les capacités d'élaboration des projets
- renforcer la gouvernance et la transparence dans la gestion des fonds
- investir dans la recherche-développement et l'innovation, etc.

3.3 Analyse des barrières liées à l'adaptation et à l'atténuation des CC

115. L'adaptation aux changements climatiques ainsi que l'atténuation sont des portes d'entrée vers une économie verte. Les impacts des changements climatiques ont été reconnus par les entreprises comme un risque pour leurs produits et services et répondre aux changements climatiques constituent donc une opportunité pour le secteur privé. En tant que tel, les obstacles à l'adaptation aux changements climatiques constituent un obstacle à l'objectif de l'économie verte.

3.3.1 Analyse des barrières liées à l'adaptation aux CC

116. L'adaptation aux changements climatiques est devenue l'un des thèmes majeurs des négociations internationales sur les changements climatiques et la préoccupation majeure des

²⁸ NKAMLEU, Guy Blaise et al.- Always Late: Measures and Determinants of Disbursement Delays at the African Development Bank, AfDB, Working Paper N° 0141, December 2011, 24 p.

pays africains qui la considèrent comme une question existentielle. De nombreuses initiatives ont ainsi été lancées en Afrique pour répondre à la vulnérabilité des populations. Sur le plan financier également, des efforts ont été fournis, depuis la création du Fonds des PMA pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre des Programmes d'Action Nationaux d'Adaptation (PANA), à la mise en place du Fonds d'Adaptation. Cependant, les études ont montré que pour réussir à développer la résilience des pays en développement il faut des milliards de dollars et les montants disponibles sont bien en-deçà des besoins estimés. Ainsi malgré la prééminence de la thématique, la disponibilité des fonds jusqu'à un point et la mise en œuvre d'un certain nombre d'activités en Afrique de l'Ouest, il persiste encore des obstacles ou plutôt des contraintes majeurs pour la mise en œuvre satisfaisante de l'adaptation.

117. Selon le 4^e Rapport d'évaluation du GIEC, les 'obstacles à l'adaptation' suivants peuvent être notés²⁹ :

- l'incertitude des connaissances scientifiques, qui serait assez importante pour gêner les décideurs (Schneider, Lane, 2006; Dessai, van de Sluijs, 2007);
- l'indisponibilité de technologies adéquates, qui rend toute adaptation impossible dans certains cas (Hulme, 2005);
- le rapport coûts-bénéfices des mesures d'adaptation qui n'est pas toujours favorable à l'action publique (ECA, 2009);
- le manque de ressources économiques (Global Environmental Facility (GEF), 2010, ou encore
- la faiblesse des institutions étatiques (Yohe et al. 2006).

118. Ainsi, les barrières à la mise en œuvre de l'adaptation aux changements climatiques peuvent être classées en plusieurs catégories : politiques, technologiques, économiques, financières et institutionnelles.

119. Pour ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest, les contraintes majeures peuvent être identifiées à travers l'identification des lacunes majeures en termes de capacités. Un certain nombre de facteurs rendent difficiles la lutte contre les changements climatiques au niveau de la sous-région.

120. La sous-région de l'Afrique de l'Ouest compte de nombreuses organisations tant politiques, financières, techniques que scientifiques, ainsi que des réseaux d'organisations de la société civile. Toutes ces organisations devraient constituer une base parfaite pour la mise en œuvre des options d'adaptation dans la sous-région, et elles ont commencé à le faire d'une certaine manière depuis quelques années déjà.

121. On note cependant une sorte de duplication et de manque de clarté dans les mandats et en ce qui concerne l'avantage comparatif de chaque organisation. Parmi les contraintes auxquelles ces organisations sont confrontées on peut citer :

- une lenteur dans les prises de décisions au niveau régional, surtout quand il s'agit de projets impliquant plusieurs pays ;
- les initiatives sont souvent élaborées dans une approche top-down, avec une participation insuffisante des populations cibles ;

²⁹ Voir 4e Rapport d'évaluation du GIEC, WGII.

- l'accès limité aux financements (ex. MDP. Projet du Fonds d'Adaptation, etc.) ;
- le manque de réseaux efficaces, entre universités, société civile et ministères ;
- manque d'expériences mise en œuvre d'activités de terrain
- manque d'information sur les scénarios du futur, sur les coûts, les coûts-bénéfices, etc.
- disponibilité limitée et fiabilité des données, de connaissances et d'informations.
- manque de synergies entre les programmes environnementaux, par exemple, pour la biodiversité, le changement climatique et la dégradation des terres;
- aucune organisation sous régionale n'est partie à la Convention.

3.3.2 Analyse des barrières liées à l'atténuation aux CC

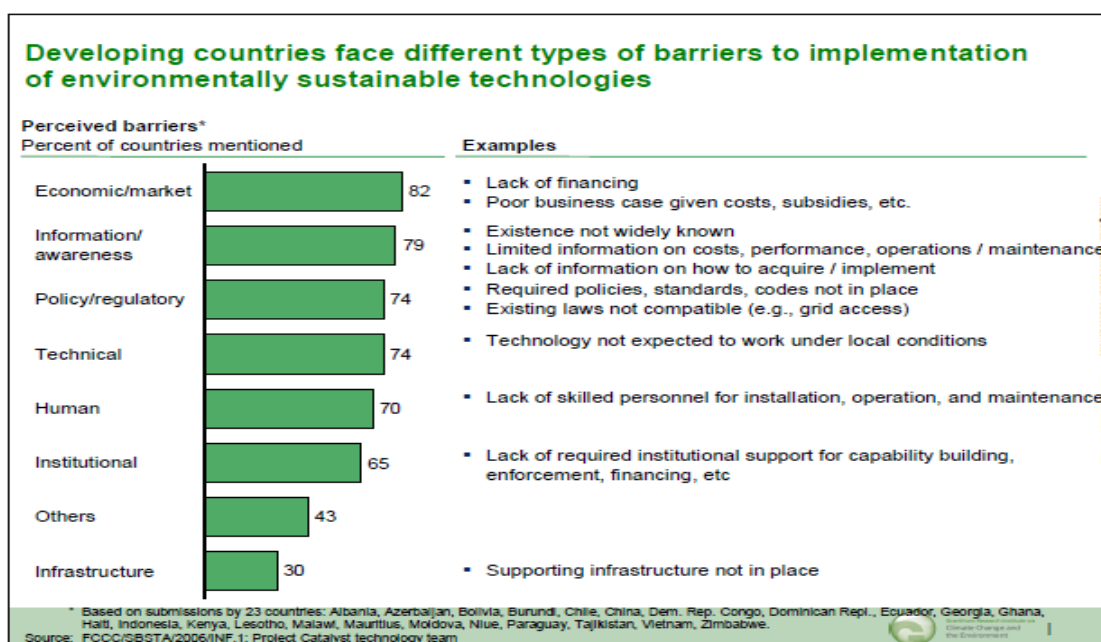
122. L'Afrique est le continent le moins responsable des émissions de gaz à effet de serre, et malgré cela demeure le continent le plus vulnérable aux changements climatiques. Dès les premières actions liées à la mise en œuvre de la Convention-cadre sur les changements climatiques, les pays africains ont axé leurs interventions surtout dans le domaine de l'atténuation, notamment en faisant beaucoup d'études et de renforcement des capacités sur les émissions de GES, les inventaires, le MDP, etc. Cependant, lutter contre les changements climatiques dans les pays en développement et surtout en Afrique en termes de réduction des émissions de GES constitue fondamentalement un défi. Cette option ne peut être viable au regard du niveau de consommation très faible de l'énergie. Par contre des actions permettant l'évitement des émissions constituent des opportunités.

123. En effet, un africain génère 13 fois moins de carbone qu'un nord-américain. Cette situation s'explique par la pauvreté énergétique du continent en général et qui résulte de la combinaison de plusieurs facteurs, dont les plus marquants sont:

- les faibles capacités installées de production de l'énergie dues à un manque d'investissements dans le secteur;
- la vétusté des installations, le manque d'entretien et l'instabilité politique dans certaines régions;
- les mauvaises conditions climatiques telles les sécheresses sont notamment à ne pas négliger;
- et enfin la diversification du bouquet énergétique.

124. L'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, relève jusqu'à présent, de la responsabilité des pays pollueurs de l'Annexe I. L'intégration des pays en développement en général à l'effort collectif de réduction des émissions de GES, commence à se manifester dans le cadre de la nouvelle dynamique des négociations sur le régime post-2012. Pour les pays en développement cette logique de participation dans l'effort collectif devrait être marquée par la relance d'un mode de développement sobre en carbone. Pour les pays africains, il existe de nombreuses niches notamment au niveau de la mobilisation des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la foresterie, l'agriculture, etc.³⁰. Pour les pays de l'Afrique de l'Ouest tout comme pour les autres pays du continent, les contraintes sont d'ordre politique, institutionnel, technologique, structurel, informationnel, infrastructurel, réglementaire, de l'environnement des affaires, etc. Cependant, l'obstacle majeur demeure le financement comme le montre le tableau ci-dessous.

³⁰ IEPF (2009).- Etude préliminaire d'adaptation aux changements climatiques en Afrique : Energie. Etude préparée par ENDA.- Montreal : IEPF ; PNUE, 2009.- 60p.



125. Le financement des options d'atténuation en Afrique est toujours cité comme étant l'obstacle majeur pour lui permettre de s'engager sur la voie du développement sobre en carbone. De ce point de vue, il sera nécessaire de rechercher des solutions innovantes permettant de surmonter cet obstacle et le potentiel non négligeable dont dispose le continent, et surtout l'Afrique sub-saharienne pourrait justement constituer la solution à cette barrière du financement³¹. Le potentiel total d'atténuation en Afrique est estimé à 2800 MtCO₂e et pourrait ainsi servir de base pour assurer le financement d'une croissance sobre en carbone. Il est estimé que les coûts de financement peuvent bien être couverts par les coûts d'atténuation, surtout pour les secteurs de la foresterie, de l'agriculture et de l'énergie jusqu'à hauteur de 41 milliards de dollars par an d'ici 2030.

126. Toutefois, compte tenu de l'urbanisation rapide et de la démographie galopante, une planification à long terme est nécessaire. L'option prise par la CEDEAO d'intégrer la planification énergétique dans les stratégies de développement à long terme au niveau local, national et régional constitue de ce point de vue une étape essentielle d'optimisation des investissements.

127. Tant pour l'adaptation et que pour l'atténuation, les décideurs politiques ont beaucoup à faire en termes d'engagement à tous les niveaux. Le secteur public a besoin de bâtir une fondation adéquate pour les investissements du secteur privé, diffuser l'information, et aider à établir une collaboration solide. Pour les institutions financières, il est également nécessaire de repenser leurs critères pour la participation à l'économie verte, puisque l'économie verte porte justement sur la façon de changer la manière de faire les affaires.

³¹ Grantham Research Institute (2009).- Possibilities for Africa in Global Action on Climate Change. 86p.

Chapitre 4: Promouvoir l'économie verte face aux défis de l'adaptation et de l'atténuation des changements climatiques

128. L'économie verte, un concept nouveau, mais qui a suscité beaucoup de discussions et continue de susciter beaucoup d'énergie intellectuelle. La question est de savoir quel rapport lie l'économie verte à l'adaptation et à l'atténuation des changements climatiques? L'économie verte est-elle conciliable à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques en Afrique de l'Ouest? En d'autres termes, peut-on par la promotion de l'économie verte prendre en charge les exigences d'adaptation et d'atténuation du changement climatique? Comment?

Encadré : Cadrage conceptuel de l'adaptation et de l'atténuation

L'adaptation aux changements climatiques est un processus continu d'ajustement de la nature, des pratiques (incluant les habitudes, les mentalités, les comportements), des politiques et procédures des institutions et organisations publiques et privées, ainsi que des individus pour minimiser les impacts négatifs et/ou optimiser les opportunités offertes par le changement climatique dans les secteurs clés de la vie humaine. L'objectif de toute action d'adaptation est de garantir les conditions d'exercice et de performance des secteurs clés pour le bien-être humain. L'adaptation a ainsi une orientation économique prégnante.

L'atténuation consiste en la séquestration, l'évitement et/ou la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les activités de production, de transformation et distribution des biens et services. L'atténuation cherche à protéger le climat, et a ainsi une orientation éco-climatique évidente.

129. L'analyse conceptuelle montre qu'il existe une complémentarité entre l'économie verte et l'adaptation/l'atténuation du changement climatique. L'économie verte englobe même ces deux derniers concepts et va au-delà. L'orientation de production efficiente de richesses qui caractérise l'adaptation est prise en charge par l'économie verte. Celle consistant à préserver le climat est également intégrée dans le concept d'économie verte, en ce sens que cette dernière cherche à amoindrir les risques environnementaux. Au-delà des aspects économiques et climatiques, l'économie verte se préoccupe de la dégradation des écosystèmes. L'analyse de la vulnérabilité des secteurs face aux changements climatiques permet de bien mettre en exergue les opportunités qu'ils offrent justement à l'économie verte.

4.1 Vulnérabilité du secteur de l'agriculture

4.1.1 La vulnérabilité du secteur agricole

130. L'agriculture est prise ici au sens large et englobe les activités de cultures, d'élevage, d'exploitation forestière et de la pêche.

131. Dans tous ces sous-secteurs, les activités agricoles en Afrique de l'Ouest dépendent essentiellement des conditions climatiques. Cette dépendance au climat constitue une des

principales sources de vulnérabilité de ce secteur économique clé. La productivité et la production agricoles sont particulièrement sensibles à la variabilité climatique. Or, la principale caractéristique du climat en Afrique de l'Ouest depuis 50 ans est l'augmentation de la variabilité des précipitations, et celle de la fréquence et de l'intensité des extrêmes climatiques, en particulier les sécheresses, les vents forts et les pluies diluviennes.

132. Ces événements climatiques ont un impact direct sur les activités de production agricole. Ils détruisent les cultures, dégradent le couvert végétal, y compris la mangrove qui est l'habitat d'une variété d'espèces exploitées dans le cadre de la pêche et réduisent les ressources fourragères ainsi que les ressources en eau superficielle et souterraine.

133. En dehors des stimuli climatiques, d'autres facteurs d'ordre biophysique, technique et politico-institutionnel affectent négativement la performance de l'agriculture en Afrique de l'Ouest. Du point de vue biophysique, le secteur agricole souffre de la dégradation des terres (baisse de fertilité et érosion), du déficit de la quantité et de la qualité des ressources en eau, de l'inadaptation des spéculations agricoles au nouveau régime climatique.

134. La productivité de l'agriculture en Afrique de l'Ouest est fortement entravée par le déficit d'intrants mécaniques, d'infrastructures, et de paquets technologiques performants et sobres en carbone. La faiblesse des capacités des producteurs en matière de planification et de gestion des activités constitue un obstacle important pour l'adaptation au changement climatique de l'agriculture. Par ailleurs l'agriculture ouest africaine souffre de l'inexistence d'institutions fortes capables de porter ce secteur vers la performance, mais aussi de politiques pertinentes et d'une gouvernance adéquate.

135. Les changements climatiques rendent également inadapté l'équipement mécanique, les infrastructures ainsi que les techniques culturales. Ils ont aussi des liens avec les institutions, les politiques et le mode de gouvernance du secteur agricole. La plupart des institutions, stratégies de développement et mode de gestion agricoles ont été conçus dans un contexte totalement différent de celui en cours, caractérisé essentiellement par les changements climatiques. Etant donné la complexité et l'ampleur de ses impacts, les changements climatiques rendent inadéquats les systèmes d'institutions, de gouvernance ainsi que les politiques agricoles.

Vulnérabilité de secteur de l'élevage

136. L'élevage est directement affecté par la variabilité et les changements climatiques. Les sécheresses entraînent la baisse en quantité et en qualité des ressources fourragères et des ressources en eau; ce qui se traduit par une forte mortalité et une diminution de la productivité en lait. La hausse des températures, les vents forts et pluies diluviennes dégradent l'état de santé du bétail. L'ensemble des contraintes se traduit par une baisse significative des revenus des éleveurs.

137. Par ailleurs les changements climatiques poussent les éleveurs face à la rareté du fourrage herbacé à procéder à l'exploitation du fourrage aérien, notamment celui de la strate arborée. Cela se traduit par la coupe des branches des arbres; ce qui non seulement contribue à libérer du carbone, mais remet en question la viabilité des espèces végétales.

138. Les changements climatiques appellent un ajustement du point de vue des politiques, des institutions et de la gouvernance, et du point de vue des techniques de production agricoles, pastorales, forestières et piscicoles.

Encart : En Mauritanie l'élevage depuis 1950 fait apparaître la plus grande vulnérabilité aux effets de la sécheresse chez les bovins surtout, dont l'effectif a été réduit d'environ un tiers entre 1969 et 1975. Aussi, le manque de fourrage suite à la sécheresse a provoqué une baisse de performance chez le bétail. Si la carence est grave, la croissance des animaux en est entravée et il s'en suit une perte de poids. S'il n'y a pas d'amélioration, le déficit enviande serait de l'ordre de 54.000 tonnes en 2015³²

La vulnérabilité des ressources en eau

139. Les ressources en eau souterraine et superficielle sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques en Afrique de l'Ouest. Les sécheresses et la hausse des températures se traduisent par un amenuisement des stocks hydriques et par la dégradation de la qualité de l'eau. Par exemple, en mai 1985 en raison des sécheresses les écoulements du Fleuve Niger à Niamey étaient complètement arrêtés. Dans le Bassin arachidier sénégalais, les épisodes de sécheresse ont entraîné une salinisation des ressources en eau souterraine. En plus du climat, les gisements en eau ainsi que les plans d'eau superficiels sont affectés par l'augmentation de la forte demande due au développement de l'irrigation et à la croissance démographique. L'utilisation des pesticides et des engrais, l'absence de systèmes d'assainissement performant des eaux usées et les déchets industriels constituent aussi des facteurs de dégradation de la qualité de l'eau souterraine et superficielle en Afrique de l'Ouest.

La vulnérabilité du secteur de la pêche

140. Ce secteur qui occupe après l'agriculture et l'élevage une place très importante dans les PIB des pays est aussi menacé par les changements climatiques pour plusieurs raisons : la dégradation des écosystèmes côtiers et marins, l'avancée de la mer et l'érosion côtière, les inondations, etc. Ce phénomène est renforcé par la faiblesse des politiques et institutions de pêche. Cette faiblesse se traduit par l'existence des techniques et technologie de pêche inefficaces et non durables, par l'absence de valorisation des sous-produits de la pêche, par l'absence d'un système de commercialisation structuré des produits de la pêche; ce déficit d'organisation du marché des produits piscicoles explique la faiblesse du prix aux producteurs.

141. Les changements climatiques ont ainsi des impacts à la fois directs et négatifs sur la pêche. Des catastrophes naturelles qui ne sont pas sans conséquences directes sur les nurseries des poissons. Les pays qui souffrent le plus de ce phénomène sont ceux côtiers, elles ont un impact direct sur la production du fait de l'évolution du régime des vents et de l'upwelling qui est un facteur extrêmement important d'enrichissement des côtes au niveau de l'océan atlantique en Afrique.

La vulnérabilité de la foresterie

142. Les changements climatiques à travers notamment les sécheresses entraînent une réduction de la densité et de la diversité ligneuses. Cela se traduit par la transformation des

³² Etude sur la situation socio-économique dans les pays de la GMV et leur capacité d'adaptation aux changements climatiques, PNUE ENDA

formations végétales initiales en des unités de végétation clairsemées, et parfois à une disparition totale du couvert végétal. A ces stimuli d'ordre climatique, s'ajoutent les effets de l'action humaine qui, à travers l'agriculture, l'élevage et l'exploitation forestière détruisent la végétation.

4.2 Vulnérabilité du secteur industriel

143. En Afrique de l'Ouest, le secteur industriel est de façon générale faible en termes d'émissions de GES mais aussi de nombre d'emplois fournis. Les émissions émanant du secteur industriel ne dépassent pas 5 % du total des émissions du CO₂. Le secteur de l'industrie est dominé par l'industrie manufacturière qui à son tour est fortement dépendante des ressources agricoles, pastorales, piscicoles et sylvicoles. Pour comprendre la vulnérabilité du secteur industriel aux changements climatiques se référer à l'analyse faite plus haut sur la vulnérabilité de ces secteurs.

144. En dehors des changements climatiques, le secteur industriel souffre d'un environnement juridique et fiscal contraignant (difficulté de créer une Entreprise, procédures administrative longues et coûteuses en argent, corruption etc.), d'une absence de culture d'entreprise en Afrique de l'Ouest, de la concurrence menée par les filiales des sociétés étrangères et les importations.

4.3.1 Synergie entre l'adaptation, l'atténuation et l'économie verte en Afrique de l'Ouest

145. Plusieurs gîtes porteurs permettent de concilier l'adaptation, l'atténuation et l'économie verte. Ces secteurs identifiés comme présentant une grande vulnérabilité aux changements climatiques peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre le changement climatique, la dégradation des ressources naturelles et la création de richesses et d'emplois. Ce sont en effet des niches qui présentent des potentialités intéressantes pour réussir la réalisation concomitante de l'adaptation, l'atténuation et l'économie verte. Ce sont l'agriculture y compris l'élevage, la pêche et la foresterie, l'industrie, l'énergie, le bâtiment et la construction, les transports, les déchets, les ressources en eau.

146. La réalisation de l'atténuation et de l'adaptation aux changements climatiques et de l'économie verte requiert nécessairement de l'innovation. Celle-ci peut être dans la façon de produire, de transformer, de commercialiser et dans la façon d'organiser et de gérer un secteur.

147. L'innovation technologique renvoie au développement de procédés de production, de transformation et de distribution qui, tout en étant plus performants (en termes de délai d'exécution requis et de qualité et de quantité du produit) pour répondre aux besoins croissants et pressants de l'humanité, garantissent la capacité de régénération et de production de l'environnement. Les innovations technologiques dans l'économie verte, l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques se réfèrent aux nouvelles pratiques ou aux pratiques améliorées. Ces pratiques assurent une plus grande performance dans les étapes de production, de transformation et de distribution de biens et services et garantissent l'intégrité de l'environnement.

148. L'innovation sociale: Il y a innovation sociale lorsqu'il y a mise en œuvre et appropriation par des acteurs preneurs d'une nouvelle pratique ou d'une pratique améliorée, d'un nouveau service ou d'un service amélioré. L'innovation sociale implique la participation, voire l'inclusion sociale. C'est en ce sens qu'elle lutte contre les inégalités sociales, et garantit l'inclusion sociale.

149. L'innovation organisationnelle : Elle renvoie à la mise en place d'institutions, de structures, de politiques et de modes de gouvernance plus performants en termes de délai d'exécution et de résultats produits pour résoudre un problème. Elle porte les innovations technologiques et sociales.

4.3.2 Opportunités de croissance à faible émission de carbone

150. L'agriculture tout en étant victime des changements climatiques en est une des principales contributrices. Pour que l'agriculture s'adapte et réalise l'atténuation et l'économie verte, il faut qu'elle soit une source de production de richesses nationales, que ses pratiques permettent de réduire/éviter les émissions des GES et d'assurer la régénération des sols, des ressources en eau et le couvert végétal. Il faut que toutes les étapes de l'agriculture (débardage, labour, semis, sarclage, récolte, battage) ainsi que les intrants agricoles (fertilisants et équipement mécanique) utilisent peu ou pas d'énergie fossile, évitent ou réduisent l'émission de carbone, assurent une capacité de régénération des ressources naturelles.

151. Des opportunités d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques des secteurs de l'agriculture et de l'industrie pouvant être des niches pour l'économie vertes sont :

Secteurs	Opportunités
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - approche intégrée (eau, agriculture et élevage) ; - maîtrise de l'eau avec les systèmes de pompage utilisant les énergies renouvelables ; - promouvoir des financements innovants ; - Promouvoir l'agroforesterie et la reforestation ; - Gestion durable des terres ; - la restauration des sols
- agriculture saine et durable	
- la foresterie durable	
- La pêche durable	
Industrie	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation des équipements et des procédés sobres en carbone ; - Mettre au point des procédés industriels utilisant les énergies renouvelables ; - Promouvoir la RSE au sein des entreprises ;

Chapitre 5 : Des initiatives et stratégies de promotion de l'économie verte en Afrique de l'Ouest

152. Plusieurs initiatives et stratégies de développement ont été lancées en Afrique de l'Ouest sans mettre la priorité sur l'économie verte. Cependant, leur analyse montre des opportunités d'actions porteuses de croissance verte et créatrices d'emplois verts qui constituent des niches qui confirment nos choix sectoriels.

5.1 Des initiatives de promotion de l'économie verte en Afrique de l'Ouest

152. Le caractère sous-régional des défis du développement a amené les pays ouest-africains à développer des initiatives en bonne phase avec le principe de l'économie verte telles que :

✓ L'initiative résilience

153. L'alliance Globale pour l'Initiative résilience (AGIR) portée par la CEDEAO et l'UEMOA se fixent comme objectif d'une part, de mettre en œuvre des options politiques et techniques s'attaquant aux causes structurelles des crises alimentaires, en favorisant une meilleure résilience des populations vulnérables et plus globalement une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable et d'autre part de préparer les Etats à mieux affronter les crises lorsque celles-ci surviennent. Cette initiative met, dans son agenda, l'accent sur le secteur de l'agriculture avec l'élaboration :

- D'un programme régional d'investissement agricole (PRIA), adopté en 2010 et articulé autour de trois objectifs prioritaires : (i) promotion des produits stratégiques pour la sécurité et la souveraineté alimentaires ; (ii) Promotion d'un environnement global favorable au développement agricole régional ; (iii) Réduction de la vulnérabilité alimentaire et promotion de l'accès durable à l'alimentation
- des programmes nationaux d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIA-SA) centrés autour du renforcement de la production vivrière, de l'environnement de marché et de l'accès des populations vulnérables aux aliments.
- Dans le cadre du renforcement de capacité et de sensibilisation, l'initiative prévoit la mise en place de mécanismes d'information, d'analyse de la vulnérabilité, de veille et d'alerte, avec comme pilier le dispositif régional de prévention et de gestion des crises alimentaires (PREGEC), le Système d'Information Agricole Régional (SIAR) de l'UEMOA et le Système d'information agricole (ECOAGRIS) de la CEDEAO en tant que cadre fédérateur des systèmes d'information agricoles existants

✓ L'initiative régionale pour l'efficacité énergétique portée par le Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique

154. Cette initiative entraîne les externalités environnementales négatives (par exemple les émissions de GES, la pollution de l'air, du sol et de l'eau et la dégradation des terres) de l'utilisation d'énergie. Enfin, l'efficacité énergétique participera à la hausse du niveau de vie

de la population de la CEDEAO en réduisant les coûts des factures énergétiques, et en rendant l'accès à l'énergie plus abordable et plus facile dans les régions urbaines et rurales. Elle permettra également l'approvisionnement en énergie pour tous les services publics, y compris l'éducation, la santé et la qualité de l'eau. Elle vise à mettre en place un solide cadre institutionnel, les bases des efforts pour changer et progresser vers une économie énergétiquement efficace.

✓ **L'Initiative Régionale pour l'énergie durable**

155. A la suite de la douzième session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'UEMOA en 2008, une commission spéciale "Energie" a été mise en place pour proposer des solutions durables aux questions liées à la crise de l'énergie. Les travaux de cette commission ont permis de déboucher sur la mise en place d'une initiative régionale pour l'énergie durable (IRED). Cette initiative fixe comme objectif pour 2030, l'accès des citoyens de l'union à une énergie à bas prix, dans un vaste marché intégré et harmonisé à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, produisant une énergie propre et s'appuyant sur un partenariat public-privé dynamique. Une feuille de route fixant les axes stratégiques a été établie, intégrant l'ensemble des activités relevant de l'économie verte notamment : développer une offre diversifiée, compétitive et durable, mettre en place un plan régional de maîtrise de la consommation d'électricité et d'amélioration de l'efficacité énergétique, accélérer l'émergence d'un marché régional d'échanges d'énergie électrique de l'Afrique de l'ouest et mettre en place un mécanisme dédié de financement du secteur de l'électricité.

✓ **L'initiative sur la cuisson sécuritaire, abordable et durable**

156. L'Initiative de la CEDEAO sur la cuisson sécuritaire, abordable et durable vise à assurer que d'ici 2030, la population entière de la CEDEAO aura accès aux combustibles et équipements modernes de cuisson efficaces et durables. Elle porte sur :

- L'amélioration l'efficacité et la durabilité de la cuisine traditionnelle en bois et charbon à partir de la valeur de la chaîne énergétique grâce à une gestion durable des forêts, de la conversion du charbon de bois améliorés et propre et réchauds à haut rendement.
- Renforcement les économies locales grâce à la production accrue de combustibles de la biomasse et des fourneaux en intensifiant les modèles d'affaires qui ont fait leur preuve.
- Développement de nouvelles filières de biomasse énergie de cuisson
- Promotion du GPL et des fourneaux modernes.

✓ **Initiative pour un éclairage économe en énergie**

157. L'éclairage, ayant pour source d'énergie l'électricité, concerne le plus grand nombre de ménages ouest-africains et représente 20% de la consommation d'électricité dans la région de la CEDEAO. La transition vers un éclairage économe en énergie est une approche simple et rentable pour la région pour réduire de façon considérable la consommation d'électricité en période de pointe, permettant ainsi une plus grande croissance économique le progrès social, l'amélioration du taux d'alphabétisation, la sécurité et la productivité en Afrique de l'Ouest. Pour cette raison, la CEDEAO a décidé de lancer une initiative pour un 'éclairage économe en énergie, comme l'une des initiatives prioritaires dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de la CEDEAO sur l'efficacité énergétique.

5.2 Stratégies sous régionales et nationales de renforcement de capacité en économie verte pour l'atténuation

158. Depuis quelques années les pays ouest africains ont commencé à formuler ou à mettre en œuvre des stratégies visant à promouvoir une économie verte dans le cadre de leurs objectifs de développement tant au niveau régional que national.

5.2.1 Stratégies sous régionales de la CEDEAO, UEMOA, bilatérale (politiques, formation, financement, gouvernance etc.)

159. Il est généralement accepté que l'économie verte ou les voies de croissance verte doivent intégrer les piliers socio-économiques et environnementaux du développement durable et par ailleurs, recouper les stratégies nationales de développement durable (SNDD) des pays.

160. Dans la sous-région, l'économie verte est désormais considérée comme une activité conduisant à la réduction de la pauvreté, la création d'emplois, de richesses et de revenus au profit de la population. L'économie verte est ainsi reconnue par les Etats de l'Afrique de l'ouest comme un axe qui peut et devrait être pratiquée dans tous les secteurs de l'économie. Ainsi les Etats concilient directement développement durable et économie verte.

161. Les stratégies sous régionales en de développement durable se sont ainsi appuyée essentiellement sur des axes politiques permettant d'opérer une réelle transition vers l'économie verte. Parmi ces stratégie (voir annexes) ont peut noter :

✓ La politique agricole de régionale de l'Afrique de l'Ouest

162. La vision de la politique régionale de l'Afrique de l'Ouest cadre avec les principes de développement durable. Il s'agit d' « une agriculture moderne et durable, fondée sur l'efficacité et l'efficience des exploitations familiales et la promotion des entreprises agricoles grâce à l'implication du secteur privé. Productive et compétitive sur le marché intra-communautaire et sur les marchés internationaux, elle doit permettre d'assurer la sécurité alimentaire et de procurer des revenus décents à ses actifs ».

163. L'objectif de cette politique est de contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires de la population, au développement économique et social et à la réduction de la pauvreté dans les États membres, ainsi que des inégalités entre les territoires, zones et pays.

164. Dans une perspective de création d'emplois massifs et d'une agriculture durable, la politique permet d'opérer des niches de création de croissance verte notamment à travers :

- l'intensification durable des systèmes de production ; et
- la création d'emplois garantissant des revenus à même d'améliorer les conditions de vie des populations rurales ainsi que les services en milieu rural.

✓ La politique industrielle commune de l'Afrique de l'ouest (PICA0)

165. La PICAQ a pour objectifs généraux de favoriser l'accélération de l'industrialisation de l'Afrique de l'Ouest, à travers un appui en faveur de la transformation industrielle endogène des matières premières locales, le développement et la diversification des capacités productives industrielles, et le renforcement de l'intégration régionale et des exportations de biens manufacturés. Même si la politique n'annonce pas clairement une stratégie de reverdissement du secteur, son analyse dégage des pistes de transition vers une économie verte telles que :

- le développement de l'esprit d'entreprise et des compétences techniques chez les citoyens de la communauté ; et
- la Promotion de la compétitivité des industries ainsi que des secteurs industriels nationaux et régionaux par leur mise à niveau et le renforcement des capacités techniques en matière de financement des entreprises, de **transfert technologique et d'innovation**.

✓ **La tenue d'une conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) en Septembre 2012 (UEMOA)**

167. Cette rencontre a permis d'élaborer et lancer des programmes phares pour la réalisation du développement durable en Afrique, en tenant compte des cadres de coopération. Parmi les programmes phares envisagés on rencontre des axes stratégiques clés en faveur de la transition vers l'économie verte tels que :

- le partenariat africain pour une économie verte ;
- la gestion durable des terres et contre la désertification en Afrique ;
- le développement de l'énergie durable ;
- le renforcement des capacités de transfert de technologie et le développement des compétences.

✓ **La mise en place d'une Politique sur l'Efficacité Energétique de la CEDEAO (PEEC) et d'une Politique d'Energie Renouvelable (PER)**

168. La CEDEAO s'engage en faveur des politiques d'énergies vertes comme contribution à l'initiative Rio+20 sur l'énergie durable pour tous.

169. La Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) œuvre pour un engagement volontaire à l'Initiative sur l'énergie durable pour tous présenté par le Secrétaire général des Nations Unies à Rio +20. Lors d'un atelier régional, qui s'est tenu novembre de 2012 au Ghana, les Ministères de l'Énergie de la CEDEAO ont validé un accord sur les objectifs clés et les piliers des politiques régionales pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique de la CEDEAO. Les politiques visent les objectifs suivant:

- Environ 30% de la consommation d'électricité dans la région de la CEDEAO sera économisée à l'horizon 2030 grâce à une maîtrise de la demande et une amélioration de l'efficacité de l'offre ;
- La part des sources d'énergie renouvelables (y compris les grandes centrales hydroélectriques) dans la capacité de production électrique installée dans la région augmentera à 35% en 2020 et 48% en 2030 ;

- La part des énergies nouvelles et renouvelables telles l'énergie éolienne, le solaire, la petite hydroélectricité et la bioélectricité (à l'exception de la grande hydroélectricité) doivent augmenter pour s'établir aux alentours de 10% en 2020 et 19% en 2030. Ces Objectifs se traduisent par une augmentation des installations d'énergies renouvelables à 2.425 MW en 2020 et 7.606 MW en 2030 ;
 - Pour assurer un accès universel aux services énergétiques à l'horizon 2030, il est prévu que près de 75% de la population rurale sera desservie par l'extension du réseau et environ 25% par des mini-réseaux fonctionnant aux énergies renouvelables et des systèmes autonomes.
 - En 2020, l'ensemble de la population de la CEDEAO aura accès à des équipements de cuisson plus efficaces, que ce soit par le biais des foyers améliorés ou par la substitution de combustibles à d'autres formes d'énergie modernes tels le GPL.
 - La part de l'éthanol / biodiesel dans le du transport augmentera à 5% en 2020 et 10% en 2030.
 - En 2030 environ 50% de tous les centres de santé et 25% de tous les hôtels et industries agro-alimentaires avec des besoins en eau chaude seront équipés avec des systèmes solaires thermiques.
- ✓ **Le Plan d'action de promotion de la biomasse énergie et des énergies de substitution dans l'optique du développement durable et de l'économie verte dans l'espace UEMOA :**

170. Le plan d'action vise à contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable des Etats membres de l'UEMOA à travers des politiques et des stratégies cohérentes du sous-secteur de la biomasse énergie. Il se fixe comme mission principale d'entreprendre des actions en faveur des bioénergies dans une optique de réduction de la pauvreté.

✓ **Le Programme pour la croissance verte pour l'Afrique de la BAD**

171. La Banque Africaine de Développement (BAD) propose une stratégie à long terme autour du programme pour la croissance verte pour l'Afrique qui utilise une approche du développement systématique. Il est axé sur le renforcement de l'accent mis sur la qualité de la croissance, en veillant à ce que la croissance économique soit durable en utilisant les ressources de manière plus efficace. Il est également étroitement lié à la croissance inclusive intégrant la transition vers l'économie verte comme socle de son action. En adoptant une approche multi-secteurs, le programme de croissance verte entend ouvrir de nouvelles opportunités pour le développement en Afrique. L'Afrique a ainsi la possibilité de sauter des étapes en matière de développement en adoptant des infrastructures plus efficaces et des nouvelles technologies. Ce mode de développement, peut être mis en œuvre sans les coûts engendrés par la mise en conformité des infrastructures existantes avec les nouveaux standards.

5.2.2 Les stratégies nationales : Etat, acteurs privés, (politiques, formation, financement, gouvernance, sensibilisation etc.)

172. Après l'adoption de position commune sur l'économie verte lors de différentes rencontres telles que : la troisième Conférence ministérielle africaine sur le financement du développement (mai 2009), la session de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) de juin 2010, la première Conférence panafricaine sur la biodiversité (septembre 2010), le septième Forum pour le développement de l'Afrique

(octobre 2010) et, plus récemment, la 18e session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine (janvier 2011), les états ouest africains essayent chacun dans leurs pays de trouver les voies et moyens de développement plus durable opérant une transition vers une économie verte. Parmi ces tendances vers la mise en œuvre développement durable, plusieurs pays ont déjà mis en place une stratégie nationale de développement durable (SNDD) qui reste à rendre plus opérationnelles.

173. Des prédispositions nécessaires pour tendre vers une économie verte existent dans certains pays : par exemple au Sénégal Programme 2 « Renforcement des Dynamiques de Développement Economique et Sociale » du PODES qui vise, dans son volet 2 d'appuyer à la création d'opportunités d'emplois y compris les emplois verts en particulier en milieu rural ; le Plan d'Action National décennal sur les Modes de Production et de Consommation Durable (PAN/MPCD) avec les différents projets de production et/ou de consommation propres inscrits au titre du plan d'action, et la création d'un centre de production propre.

174. Dans d'autres pays même si la notion d'économie verte n'est pas encore suffisamment intégrée dans les politiques nationales de développement durable des actions de promotion de l'économie verte sont engagées dans des secteurs porteurs de croissance verte. On peut citer l'exemple de la mise en œuvre des composantes relatives à la réforme et à l'aménagement des écosystèmes forestiers et la Stratégie nationale de mise en place de marchés ruraux de bois-énergie au Bénin adoptée en 2009 a constitué une des principales nouveautés dans l'approche de gestion participative des massifs forestiers et la création de revenus au niveau local pour la réduction de la pauvreté au Bénin justifie déjà des prémices de l'économie verte.

175. L'élaboration de rapport national de développement durable à fait de l'économie verte une de ses priorités dans la prochaine décennie. Par exemple en Côte d'Ivoire le développement d'une économie verte constitue la priorité stratégique 6 qui vise de mettre en place les conditions permettant aux entreprises d'assumer leurs responsabilités écologiques et sociétales ; de développer les « filières vertes » et d'opter pour les achats publics durables.

176. D'autres études sur les opportunités de création d'emplois verts en Mauritanie et au Sénégal ont été réalisées par le Bureau International du travail (BIT) en partenariat avec PNUD et ENDA Energie. Ces études visent d'asseoir les bases de réflexion qui pourrait mener à la mise en œuvre d'un programme liant développement local et création d'emploi vert à travers la mise en place de politiques actives nationales et régionales dans le domaine de l'économie verte et qui, selon le succès, pourra s'étendre dans la région sahélienne.

Un modèle de l'Agriculture verte à Bamako³³

Un modèle de l'agriculture verte est en cours de démonstration par A model of green Tambaroua Business Farming à Bamako au Mali. Une ferme d'une superficie d'environ 4 ha (10 acres), et composée de l'élevage, des légumes et des fruits. Elle sera alimentée par l'énergie solaire et la ferti-irrigation goutte à goutte. L'eau pour l'irrigation provient des puits souterrains qui marchent à l'aide des pompes solaires submersibles embarquées dans des réservoirs aériens.

L'exploitation comprend également un centre de recherche par excellence et une école. Grâce à cette école, les jeunes entrepreneurs apprendront l'art de l'agriculture moderne afin

³³ COMMISSION DE LA CEDEAO : Rapport sur la revue du progrès vers le développement durable en Afrique de l'ouest

qu'ils puissent créer leurs propres exploitations commerciales ou comme des co-entrepreneurs. Le centre de recherche et de formation assurera l'adoption des meilleures pratiques et d'un code déontologique, y compris des meilleurs semis et l'usage optimal des intrants (engrais et produits chimiques). Les tests du sol, de l'eau et autres seront effectués en de parvenir a des conditions de cultures optimales permettant un minimum d'intrants résiduels dans les sols et des rendements en produits de qualité. En effet, les produits de meilleure qualité sont vendus à des prix plus élevés sur les marchés de niche.

À ce jour, plus de vingt cultures y ont été testés avec une forte productivité à moindre coût. L'exploitation, qui fonctionne tout le long de l'année grâce à l'irrigation alimentée par l'eau souterraine, peut servir de modèle pour de nombreux gouvernements africains et membres de la société civile. Avec un peu de capital, les gouvernements, les particuliers et des organismes peuvent monter de telles installations en collaboration avec les petits agriculteurs. Les grands agriculteurs peuvent également en tirer des enseignements. Les universités seront également encouragées à mener des recherches orientées vers l'action au profit des agriculteurs. C'est une excellente démonstration de l'agriculture verte qui va augmenter le rendement et les revenus des agriculteurs, attirer les jeunes vers l'agriculture, créer des emplois de valeur et aider à l'éradication de pauvreté en milieu rural.

177. En conclusion, la conciliation de l'adaptation et de l'atténuation avec l'économie verte demeure encore un objectif à atteindre pour l'Afrique de l'Ouest. Les secteurs clés de l'économie voient encore leur performance continuer à être entamée par les changements climatiques. La nécessité de l'adaptation et l'importance de réduire les émissions des GES dans les activités économiques en Afrique de l'Ouest sont unanimement reconnues. L'économie verte constitue un moyen encourageant l'adaptation aux changements climatiques.

Conclusions et recommandations

178. Les enjeux démographiques, de sécurité alimentaire, de sécurité énergétique, de changement climatique, d'équilibre des écosystèmes, de croissance saine et d'équité dans la répartition des richesses interpellent tous les acteurs d'Afrique de l'Ouest si on veut opérer des transitions des modes de production, de distribution et de consommation afin de s'inscrire sur les trajectoires du développement durable. Ainsi, conformément aux orientations de RIO +20, l'économie verte constitue un moyen pour parvenir au développement durable et pour mieux lutter contre les mécanismes de création de la pauvreté.

179. L'urgence de la zone est de garantir sa population une forte croissance socialement inclusive, durable sur le plan environnemental et qui crée des opportunités économiques pour tous dans des secteurs à forte intensité de main d'œuvre. Du fait que les économies de la région sont profondément dépendantes du capital naturel, une croissance économique verte devrait permettre une exploitation plus judicieuse et inclusive des ressources naturelles à travers des investissements plus productifs et plus efficaces et résilients aux changements climatiques.

180. Les négociations actuelles sur le climat, dans leur objectif d'obtenir un accord post 2012, sont le moment pour les pays d'Afrique de l'Ouest de s'inscrire dans cette dynamique de transition économique verte en ralliant tout à la fois les objectifs plus globaux au niveau de la planète et en s'engageant sur des voies d'un développement plus sobre en carbone et plus résilient aux effets des changements climatiques. Déjà dans ces négociations figurent les modalités d'implication des pays non Annexe I (pays en développement) pour répondre aux objectifs d'atténuation des émissions de GES définis par la Convention « Climat » avec, en particulier, l'élaboration de Mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN) ou NAMAs (Nationally Appropriate Mitigation Actions), incluant leurs financements adjacents et les transferts de technologies dont pourraient bénéficier ces pays.

181. Ainsi, comme pour toute phase de transformation structurelle, la transition vers l'économie verte (EV) requiert des cadres et des services d'accompagnement des acteurs tant au plan politique et institutionnel (instruments, leadership institutionnel/restructuration), des investissements ou financement d'amorçage, la recherche et le développement, la formation/recyclage sur les métiers émergents, l'information et la sensibilisation sur les stratégies « bas carbone » ou « gagnantes-gagnantes ». Il s'agit de mettre en place des processus politiques dans chaque pays pour résorber les gaps qui constituent une entrave au « **développement durable** ».

1 – La définition d'une vision politique claire et de long terme : Dans le cadre de l'actualisation des politiques dans un contexte de crises multiples, chaque pays doit disposer d'une vision de long terme assortie d'une nouvelle stratégie de croissance verte dans le cadre d'un développement durable. Cette vision et cette stratégie doivent épouser les contours du changement climatique pour orienter les actions vers la sobriété carbone et ainsi impulser une croissante économique contribuant à l'atténuation des émissions de gaz carbone. L'établissement de cette vision et cette stratégie requiert d'abord un consensus conceptuel sur le contenu de l'économie verte et ensuite, la participation de toutes les parties prenantes à

travers la mise en place de cadre de concertation au niveau régional, national et local. Ainsi, un mode d'organisation politique, économique et social s'impose à tous en respectant le principe de la souveraineté des pays.

2 – l'élaboration des politiques sur la base des bonnes pratiques associant adaptation et l'atténuation dans des secteurs à haute intensité de main d'œuvre (HIMO). La synergie entre l'adaptation et l'atténuation peut améliorer le rapport coût-efficacité des mesures et les rendre plus attrayantes auprès des parties prenantes, notamment les partenaires potentiels de financement. L'analyse des secteurs relève que des opportunités de synergies Adaptation-Atténuation-Développement sont plus importantes dans l'agriculture, l'économie forestière, les bâtiments et les infrastructures urbaines, les énergies renouvelables et les filières associées, ceci constitue donc autant de niches de création d'emplois verts décents et de croissance verte. Les nombreuses initiatives lancées dans ces secteurs au niveau communautaire révèlent la nécessité **d'un changement d'échelle** et prouvent les possibilités de réplication, d'appropriation des démarches et des instruments.

3 - La mise en place des processus pour la maîtrise des enjeux, des concepts et outils tant aux niveaux local, national et régional. A ce titre, il pourrait s'avérer pertinent de mettre en place d'une task force régionale d'accompagnement de l'appropriation des concepts et leur alignement sur le processus de développement durable. Un groupe qui aurait ces relais au niveau des pays et des communautés locales, notamment pour les pays inscrit dans le processus de décentralisation.

4- Les besoins de développement de capacité et d'un leadership régional et national pour lever les défis de bonne gouvernance sur l'économie verte

5 – le Renforcement des approches holistiques au niveau des territoires pour tirer profit des dynamiques endogènes et des synergies potentielles. Les approches sectorielles du développement a fini par montrer ces limites. Aujourd'hui dans le cadre du Développement durable et pour opérationnaliser l'économie verte, il urge d'adopter des approches intégrées pour tirer profit des différentes synergies tant géographique que la mutualisation des ressources financières, des compétences et savoir faire y compris les connaissances endogènes

6- – l'Intégration de l'économie verte dans les stratégies de développement local, national, régionale : L'approche mainstreaming de l'économie verte dans les stratégies de développement requiert la mise à disposition d'outils et d'approches de rupture.

7 - le « Verdissement des filières et des territoires » en privilégiant une approche « step by step » au sein de filière ou de territoire (exemple).

8 - La recherche des financements innovants à travers des instruments flexibles et appropriés mixant des ressources financières y compris celles des Etats et des collectivités locales.

9 - Le renforcement des capacités humaines et institutionnelles pour permettre la mise en cohérence institutionnelle des actions et mettre les pays dans les dispositions pour tirer pleinement profit de tous les financements possibles.

10 – La mise en place des systèmes de suivi Evaluation des impacts de la mise en œuvre des stratégies de développement durable en vue de mieux apprécier les réelles transformations notées tant au plan politique, sociale, environnementale et institutionnelle dans une perspective d'économie verte.

Références

Abdallah, S., ENDA (2012), « Structural transformation for a sustainable development: Which Agenda for Africa »

Asbl Pour la Solidarité : Les Emplois Verts Une nouvelle opportunité d'inclusion sociale en Europe, mai 2012, 211p

Banque Africaine de Développement, BAD (2011), « Document de stratégie d'intégration régional pour l'Afrique de l'ouest 2011-2015

Banque Mondiale (2006), « Where is the Wealth of Nations? Measuring Capital for the 21st Century »

Banque Mondiale (2008), « Rapport sur le développement dans le monde : L'agriculture au service du développement »

BARON, Richard, et. al (2010).-Le financement de la croissance verte.- Paris : CEDD, Octobre 2010.- 120 p.

CEDEAO : Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest, 2010, 77p

CEDEAO 2009 ; Note adoptée d'orientation pour le développement de l'élevage dans l'espace CEDEAO & OCDE 2013, 6p

COMMISSION DE LA CEDEAO : Rapport sur la revue du progrès vers le développement durable en Afrique de l'ouest, 66p

Comptes Nationaux de la CEDEAO - 1995 à 2006 - Tableau 9.1, Page 39

ECOWAS (2010).- West African Industrial Common Policy. July 2010, 74 p.

ENDA/PNUE : Etude sur la situation socio-économique dans les pays de la GMV et leur capacité d'adaptation aux changements climatiques, Octobre 2011

FARM : les Potentialités Agricoles de l'Afrique de l'Ouest, CEDEAO, 2008, 119p

GNESD (2010), « Achieving Energy Security in Developing Countries »

Grantham Research Institute 2009: Possibilities for Africa in Global Action on Climate Change. 86p.

Gumbo (2010), « Regional review of sustainable forest management and policy approaches to promote it – Sub-Saharan Africa. Background Paper for the UNEP Green Economy Report »

IEPF 2009: Etude préliminaire d'adaptation aux changements climatiques en Afrique : Energie. Etude préparée par ENDA.- Montreal : IEPF ; PNUE, 2009.- 60p.

Initiative Emplois vert BIT/ENDA/PNUD 2011, 37p

Ministère de l'environnement et du développement durable (2012), Rapport national de développement durable dans la perspective de Rio+20, 45p.

NANASTA, Djimingue (2009).- African Leadership on Climate Change: Challenges and Solutions for African Regional Institutions. Discussion Paper for Lead Africa Workshop, Tunis, 2009, 20 p.

NKAMLEU, Guy Blaise et al.- Always Late: Measures and Determinants of Disbursement Delays at the African Development Bank, AfDB, Working Paper N0 0141, December 2011, 24 p.

PNUD, les opportunités d'emplois verts dans les énergies renouvelables en Côte d'Ivoire, Septembre 2012

PNUE 2011: « Vers une économie verte : pour un développement durable et une éradication de la pauvreté-Synthèse à l'intention des décideurs » 52p .www.unep.org/greenconomy.

PNUE, CEA 2012: L'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté: Quelles sont les implications pour l'Afrique? 42p

Rapport OMD 2012, Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, 214p

SIE-Sénégal 2010, page 56